



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 2 JUILLET 2024
GEMEENTERAAD VAN 2 JULI 2024

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Approbation du procès-verbal du conseil communal.

Le conseil approuve les procès verbaux .

Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraad.

De raad keurt de proces-verbalen van .

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

**2 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Opération D.2.1
«Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation » – Marché de travaux – Revu de
l'estimation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de

Quartier Durable Wiels-sur-Senne, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels sur Senne ;

Vu le courrier du 19 décembre 2023 de Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant une prolongation de délais de 6 mois pour la phase exécution pour l'opération D.2.1 : *Etude participative et travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation*, portant la date de fin d'exécution du projet au 30 septembre 2024 ;

Vu la décision du conseil du 23 avril 2024 :

De choisir une procédure négociée directe avec publication préalable comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-D.2.1 relatif au marché travaux « Travaux ponctuels de végétalisation et perméabilisation (« Ma rue est un jardin ») » ;

De publier le marché sur la plateforme Bosa ;

D'approuver le montant de l'estimation de la tranche ferme du marché à 112.982,28 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 129.929,62 euros HTVA soit 157.214,84 euros TVAC (21%) ;

D'approuver le montant de l'estimation des tranches conditionnelles :

- Pour la tranche conditionnelle 1 : 23.610,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 27.152,14 euros HTVA soit 32.854,09 euros TVAC (21%) ;*
- Pour la tranche conditionnelle 2 : 25.290,56 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 29.084,14 euros HTVA soit 35.191,81 euros TVAC (21%) ;*
- Pour la tranche conditionnelle 3 : 28.078,16 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 32.290,34 euros HTVA soit 39.071,32 euros TVAC (21%) ;*
- Pour la tranche conditionnelle 4 : 23.282,72 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 26.775,13 euros HTVA soit 32.397,90 euros TVAC (21%) ;*
- Pour la tranche conditionnelle 5 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;*
- Pour la tranche conditionnelle 6 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;*
- Pour la tranche conditionnelle 7 : 7.308,6 euros HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 8.404,89 euros HTVA soit 10.169,92 euros TVAC (21%) ;*

De prévoir le crédit nécessaire à l'article 9308/731-60/ - /88 « Travaux de voirie en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Considérant que l'estimation du montant global (tranche ferme et conditionnelle) s'élevait à un montant de 235.170,26 € HTVA + 15% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 270.445,80 € HTVA soit 327.239,42 € TVAC (21%) ;

Considérant que le marché a été publié en date du 24 avril 2024 sur la plateforme Bosa ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 29 mai 2024 à 12h00 ;

Considérant que 3 offres ont été introduites :

- A2 sa, Rue des Fours-à-Chaux 102, 7080 Frameries, pour un montant total (tranche ferme + tranches conditionnelles) de 408.868,62 € HTVA ;
- Dekempeneer nv, Bealieustraat 2-4, 1830 Machelen, pour un montant total (tranche ferme + tranches conditionnelles) de 557.220,66 € HTVA ;
- Krinkels nv, Weversstraat 39, 1840 Londerzeel, pour un montant total (tranche ferme + tranches conditionnelles) de 627.077,34 € HTVA ;

Considérant qu'après analyse des offres, les offres sont régulières et recevables ;

Considérant que les offres sont supérieures à l'estimation des bureaux d'étude suite à la conjoncture actuelle (indexation, augmentation des prix de construction, guerre en Ukraine...) ;

Considérant qu'il faut dès lors revoir l'estimation ;

Considérant que le budget disponible après la modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire 2024 s'élève à 276.800,00 €, montant 100% subsidié par la Région Bruxelles- capitale;

Considérant qu'il proposé de revoir l'estimation de la tranche ferme à un montant de 204.250,30 € HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 228.760,33 € HTVA soit 276.800,00 € TVAC (21%) ;

Considérant que l'estimation des tranches conditionnelles au regard des offres reçues s'élève à:

- Pour la tranche conditionnelle 1 : 42.173,35 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 47.234,15 euros HTVA soit 57.153,32 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 2 : 44.883,78 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 50.269,83 euros HTVA soit 60.826,50 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 3 : 41.913,12 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 46.942,69 euros HTVA soit 56.800,66 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 4 : 35.264,63 euros HTVA + 12% pour couvrir les

imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 39.496,39 euros HTVA soit 47.790,63 euros TVAC (21%) ;

- Pour la tranche conditionnelle 5 : 14.504,36 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 16.244,88 euros HTVA soit 19.656,31 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 6 : 14.504,36 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 16.244,88 euros HTVA soit 19.656,31 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 7 : 14.504,36 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 16.244,88 euros HTVA soit 19.656,31 euros TVAC (21%) ;

Considérant que la nouvelle estimation du montant global (tranche ferme revue et tranches conditionnelles) s'élève à un montant de 411.998,26 € HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 467.670,49 € HTVA soit 565.881,29 € TVAC (21%) ;

Considérant que le crédit nécessaire pour la tranche ferme d'un montant de 204.250,30 € HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 228.760,33 € HTVA soit 276.800,00 € TVAC (21%) est inscrit à l'article 9308/731-60/ - /88 « Travaux de voirie en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2024 ;

Considérant qu'un soutien financier supplémentaire par d'autres subsides sera recherché afin de lever une ou plusieurs tranches conditionnelles ;

DECIDE :

D'approuver le nouveau montant de l'estimation de la tranche ferme qui s'élève à 204.250,30 € HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 228.760,33 € HTVA soit 276.800,00 € TVAC (21%) ;

D'approuver le nouveau montant de l'estimation des tranches conditionnelles du marché qui s'élève à:

- Pour la tranche conditionnelle 1 : 42.173,35 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 47.234,15 euros HTVA soit 57.153,32 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 2 : 44.883,78 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 50.269,83 euros HTVA soit 60.826,50 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 3 : 41.913,12 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 46.942,69 euros HTVA soit 56.800,66 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 4 : 35.264,63 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 39.496,39 euros HTVA soit 47.790,63 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 5 : 14.504,36 euros HTVA + 12% pour couvrir les

imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 16.244,88 euros HTVA soit 19.656,31 euros TVAC (21%) ;

- Pour la tranche conditionnelle 6 : 14.504,36 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 16.244,88 euros HTVA soit 19.656,31 euros TVAC (21%) ;
- Pour la tranche conditionnelle 7 : 14.504,36 euros HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 16.244,88 euros HTVA soit 19.656,31 euros TVAC (21%) ;

D'approuver la nouvelle estimation du montant global (tranche ferme et tranches conditionnelles) qui s'élève à un montant de 411.998,26 € HTVA + 12% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 467.670,49 € HTVA soit 565.881,29 € TVAC (21%) ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie D.2.1 “Begroenings- en onthardingswerkzaamheden” – Opdracht voor werken – Herziening van de raming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000.00 € voor de uitvoering van een Duurzaam Wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op de brief van 19 december 2023 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van een verlenging met 6 maanden voor de uitvoeringsfase van de operatie *D.2.1: Participatieve studie en werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding*, wat het einde van de uitvoering van het project brengt op 30 september 2024;

Gelet op de beslissing van de raad van 23 april 2024 om:

Te kiezen voor de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan de aankondiging van de opdracht en het bestek ref. nr. 2024-T-

CQDW-D.2.1 betreffende de opdracht "Werkzaamheden met het oog op begroening en ontharding ("Mijn straat is een tuin")" als bijlage;

De opdracht te publiceren op het Bosa-platform;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van het vaste gedeelte van de opdracht van 112.982,28 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een geraamd totaalbedrag van 129.929,62 € excl. btw of 157.214,84 € 21% btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de voorwaardelijke gedeelten:

- Voorwaardelijk gedeelte 1: 23.610,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 27.152,14 € excl. btw, zijnde 32.854,09 € 21% btw inbegrepen;*
- Voorwaardelijk gedeelte 2: 25.290,56 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 29.084,14 € excl. btw, zijnde 35.191,81 € 21% btw inbegrepen;*
- Voorwaardelijk gedeelte 3: 28.078,16 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 32.290,34 € excl. btw, zijnde 39.071,32 € 21% btw inbegrepen;*
- Voorwaardelijk gedeelte 4: 23.282,72 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 26.775,13 € excl. btw, zijnde 32.397,90 € 21% btw inbegrepen;*
- Voorwaardelijk gedeelte 5: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;*
- Voorwaardelijk gedeelte 6: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;*
- Voorwaardelijk gedeelte 7: 7.308,6 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 8.404,89 € excl. btw, zijnde 10.169,92 € 21% btw inbegrepen;*

Het vereiste krediet te voorzien op artikel 9308/731-60/88 "Wegenwerken in uitvoering" bij de begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Overwegende dat het totaalbedrag (vast en voorwaardelijk gedeelte) geraamd werd op 235.170,26 € excl. btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 270.445,80 € excl. btw of 327.239,42 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de aankondiging van de opdracht op 24 april 2024 bekendgemaakt werd op het Bosa-platform;

Overwegende dat de offertes het bestuur uiterlijk op 29 mei 2024 om 12u00 dienden te bereiken;

Overwegende dat er 3 offertes werden ingediend:

- A2 sa, Rue des Fours-à-Chaux 102 - 7080 Frameries, voor een totaal bedrag (vast gedeelte + voorwaardelijke gedeelten) van 408.868,62 € excl. btw;
- Dekempeneer nv, Bealieustraat 2-4 - 1830 Machelen, voor een totaalbedrag (vast gedeelte + voorwaardelijke gedeelten) van 557.220,66 € excl. btw;
- Krinkels nv, Weversstraat 39 - 1840 Londerzeel, voor een totaalbedrag (vast gedeelte + voorwaardelijke gedeelten) van 627.077,34 € excl. btw;

Overwegende dat de offertes na analyse regelmatig en ontvankelijk blijken;

Overwegende dat de offertes hoger zijn dan de raming van de studiebureaus als gevolg van de huidige conjunctuur (indexering, stijging van de bouwprijzen, oorlog in Oekraïne, ...);

Overwegende dat de raming bijgevolg moet worden herzien;

Overwegende dat het beschikbare budget na begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone begroting 2024 276.800,00 euro bedraagt, 100% gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de raming te herzien van het vaste gedeelte tot een bedrag van 204.250,30 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, zijnde een totaalbedrag geraamd op 228.760,33 € excl. btw of 276.800,00 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de voorwaardelijke gedeelten van de ontvangen offertes geraamd worden op:

- Voorwaardelijk gedeelte 1: 42.173,35 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 47.234,15 € excl. btw, zijnde 57.153,32 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 2: 44.883,78 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 50.269,83 € excl. btw, zijnde 60.826,50 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 3: 41.913,12 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 46.942,69 € excl. btw, zijnde 56.800,66 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 4: 35.264,63 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 39.496,39 € excl. btw, zijnde 47.790,63 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 5: 14.504,36 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 16.244,88 € excl. btw, zijnde 19.656,31 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 6: 14.504,36 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 16.244,88 € excl. btw, zijnde 19.656,31 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 7: 14.504,36 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzelingen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 16.244,88 € excl. btw, zijnde

19.656,31 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat de nieuwe raming van het totaalbedrag (vast gedeelte herzien en voorwaardelijke gedeelten) 411.998,26 € excl. btw bedraagt + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 467.670,49 € excl. btw of 565.881,29 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat het krediet dat nodig is voor het vaste gedeelte van 204.250,30 € excl. btw + 12% om onvoorziene uitgaven en prijsherzieningen te dekken, zijnde een totaalbedrag van 228.760,33 € excl. btw of 276.800,00 € 21% btw inbegrepen, opgenomen is in artikel 9308/731-60/ - /88 “Wegenwerken in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Overwegend dat aanvullende financiële steun via andere subsidies zal worden gezocht om een of meer voorwaardelijke gedeelten op te halen;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan het nieuwe bedrag van de raming van het vaste gedeelte, zijnde 204.250,30 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag van 228.760,33 € excl. btw of 276.800,00 € 21% btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan het nieuwe bedrag van de raming van de voorwaardelijke gedeelten van de opdracht:

- Voorwaardelijk gedeelte 1: 42.173,35 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 47.234,15 € excl. btw, zijnde 57.153,32 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 2: 44.883,78 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 50.269,83 € excl. btw, zijnde 60.826,50 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 3: 41.913,12 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 46.942,69 € excl. btw, zijnde 56.800,66 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 4: 35.264,63 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 39.496,39 € excl. btw, zijnde 47.790,63 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 5: 14.504,36 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 16.244,88 € excl. btw, zijnde 19.656,31 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 6: 14.504,36 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 16.244,88 € excl. btw, zijnde 19.656,31 € 21% btw inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte 7: 14.504,36 € excl. btw + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 16.244,88 € excl. btw, zijnde 19.656,31 € 21% btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe raming van het totaalbedrag (vast gedeelte en voorwaardelijke gedeelten) van 411.998,26 € excl. btw bedraagt + 12% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 467.670,49 € excl. btw of 565.881,29 € 21% btw inbegrepen;

3 **Revitalisation des quartiers – ABY – Convention d’occupation, à titre précaire et temporaire, de la propriété sise 15 rue des Abbesses, 1190 Forest**

LE CONSEIL,

Considérant le projet de rénovation de l’abbaye de Forest et sa reconversion en Pôle Culturel (ABY) ;

Considérant la propriété sise 15 rue des Abbesses à 1190 Forest, ancien presbytère Saint-Denis ;

Considérant que le permis d’urbanisme délivré le 29 septembre 2021 en vue de la réhabilitation de l’ensemble du site de l’abbaye de Forest, prévoit également la reconversion de l’ancien presbytère sis 15 rue des Abbesses en Espace Jeunesse ;

Considérant que, suite à une première phase de travaux de dépollution et de désamiantage achevée fin 2023, le bâtiment était temporairement inoccupé et en attente de la prochaine étape de sa reconversion ;

Considérant qu’en date du 8 avril 2024, la Commune a fait le constat que la porte d’entrée principale de l’immeuble avait été fracturée, que le cylindre avait été changé et que l’immeuble était occupé sans titre ni droit ;

Considérant qu’il est indispensable pour la Commune, sinon de libérer immédiatement les lieux, d’être en capacité de le faire dans un délai très court lorsque la prochaine phase de reconversion de l’immeuble devra démarrer ;

Considérant que, depuis leur entrée dans les lieux, les occupants semblent occuper les lieux en personnes prudentes et raisonnables et sans nuisances apparentes ou connues envers le voisinage ;

Considérant dès lors qu’il paraît souhaitable, en l’attente de la reprise d’activités ou de travaux et en vue de concilier les parties, de conclure avec les occupants une convention d’occupation à titre précaire et temporaire permettant la libération des lieux sur simple demande, moyennant préavis d’un mois ;

Considérant que ladite convention prévoirait également la prise en charge par les occupants de la totalité des frais et charges liés à leur occupation (eau, gaz, électricité, entretien...) et ce durant toute la durée de l’occupation ;

Considérant le modèle de convention d’occupation temporaire joint en annexe ;

DECIDE:

(sous réserve de l’approbation par le collège des Bourgmestre et Echevins)

D’approuver le modèle de convention d’occupation temporaire proposé en annexe ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer la convention d’occupation avec les occupants du bien sis 15 rue des Abbesses à 1190 Forest.

Heropleving van de wijken – ABY – Overeenkomst voor tijdelijk gebruik ter bedde van het gebouw aan de Abdissenstraat 15 te 1190 Vorst

DE RAAD,

Overwegende het project voor de renovatie van de abdij van Vorst en haar reconversie tot culturele pool (ABY);

Overwegende het pand aan de Abdissenstraat 15 in 1190 Vorst, de voormalige pastorie van Sint-Denijs;

Overwegende dat de stedenbouwkundige vergunning die op 29 september 2021 werd afgeleverd met het oog op de rehabilitatie van de volledige site van de abdij van Vorst, ook voorziet in de reconversie van de voormalige pastorie gelegen Abdissenstraat 15 tot jeugdruimte;

Overwegende dat het gebouw, na een eerste fase van sanering en asbestverwijdering die eind 2023 werd afgerond, tijdelijk leeg stond in afwachting van de volgende fase van de verbouwing;

Overwegende dat de Gemeente op 8 april 2024 heeft vastgesteld dat de hoofdingang van het gebouw opengebroken was, dat de cilinder vervangen was en dat het gebouw zonder titel of recht bewoond werd;

Overwegende dat het voor de Gemeente essentieel is om het pand zo niet onmiddellijk te ontruimen, dan toch op zeer korte termijn te kunnen ontruimen als de volgende fase van de reconversie van het gebouw van start gaat;

Overwegende dat de bezetters het pand sinds hun intrek als een voorzichtig en redelijk persoon lijken te gebruiken, zonder duidelijke of gekende overlast voor de omgeving;

Overwegende dat het dus wenselijk lijkt om, in afwachting van de hervatting van de activiteiten of werkzaamheden en met het oog op de verzoening van de partijen, met de bewoners een overeenkomst voor tijdelijk en precair gebruik te sluiten op grond waarvan zij de lokalen op eenvoudig verzoek kunnen verlaten, middels een vooropzegging van een maand;

Overwegende dat deze overeenkomst er ook in voorziet dat de gebruikers alle kosten en lasten betalen die verband houden met hun gebruik (water, gas, elektriciteit, onderhoud, ...) voor de volledige duur van het gebruik;

Overwegende het model van tijdelijke gebruiksovereenkomst als bijlage;

BESLIST:

(onder voorbehoud van goedkeuring door het College van Burgemeester en Schepenen)

Goedkeuring te verlenen aan het als bijlage voorgestelde model van tijdelijke gebruiksovereenkomst;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de gebruiksovereenkomst met de gebruikers van het gebouw gelegen Abdissenstraat 15 in 1190 Vorst te ondertekenen.

2 annexes / 2 bijlagen

4 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-Sur-Senne – Opération D.1.3 « Logements accessibles, 74 rue de Belgrade » – Nouveau mode de financement – Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant

un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du CQDW dont le programme comprend l'opération D.1.3 " Logements accessibles 74, rue de Belgrade " et son mode de financement et ses modifications ultérieures ;

Vu les courriers du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale de Rudi Vervoort, approuvant le programme du CQDW et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels-sur-Senne ;

Vu l'arrêté du 4 février 2016 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les conditions d'octroi et les règles de procédures applicables à la SLRB, aux SISP, communes et CPAS, et propres au financement des projets d'acquisition, d'expropriation, de réhabilitation, de démolition et de reconstruction d'immeubles ;

Vu le courrier de la SLRB adressé à la Commune de Forest le 26 juillet 2016 l'informant que le Conseil d'Administration de la SLRB, en sa séance du 18 juillet 2016, a approuvé la demande de subside Alliance Habitat de la Commune de Forest pour un montant de 1.119.214,03 euros TVAC ;

Considérant qu'une partie du subside Alliance Habitat a été utilisée pour l'achat du bâtiment et une partie des études ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, §1er, 1° b) « (...) les services objets du marché incluent la conception ou les solutions innovantes » ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du conseil du 20 septembre 2022 approuvant :

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver le Cahier Spécial des Charges réf : 2022-CQDW-D.1.3-Travaux, relatifs au marché de travaux « Réalisation du projet « Belgrade 74 » - Rénovation et reconversion complète d'un immeuble de bureaux en 12 logements et une salle polyvalente » ;

De publier le marché sur la plateforme e-Tendering ;

D'approuver le montant de l'estimation 3.326.754,60 € HTVA + 19% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 3.958.837,97€ HTVA soit 4.250.600,18 € TVAC (6 et 21%) ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de 102.553,60 € HTVA +10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 112.808,96 € HTVA soit 121.699,18 € TVAC (6 et 21%);

De prévoir la financement nécessaire à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;
De financer cette dépense à hauteur de :

69,71% soit 2.962.968,44 € par un subside de la Région de Bruxelles-capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;
15,04% soit 639.415,96 € par le subside Alliance Habitat, inscrit à l'article 9308/665-52/88 « Subsides en capital de l'AS pour investissements spécifiques »
15,25% soit 648.215,78 € par des charges d'urbanisme provenant des dossiers de permis d'urbanisme PU26654, PU26552, PU26651, PU27872, inscrites à l'article 9308/560-52/88 ;

Vu la décision du conseil du 4 juillet 2023 approuvant :

D'approuver le nouveau montant de l'estimation 4.057.964,78 € HTVA + 13% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 4.626.079,85 € HTVA soit 4.957.022,48 € TVAC (6 et 21%) ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de 118.762,72 € HTVA, soit 127.258,82 € TVAC (6 et 21%) ;

De prévoir la financement nécessaire à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2023 ;

De financer cette dépense à hauteur de :

74,02 % soit 3.669.390,75 € par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9306/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

12,09% soit 639.415,96 € par le subside Alliance Habitat, inscrit à l'article 9308/665-52/88 « Subsides en capital de l'AS pour investissements spécifiques » ;

13,08% soit 648.215,78 € par des charges d'urbanisme provenant des dossiers de permis d'urbanisme PU26654, PU26552, PU26651, PU27872, inscrites à l'article 9308/560-52/88 ;

Considérant que les charges d'urbanisme du permis PU 27872 d'un montant de 120.625 € ne sont plus disponibles ;

Considérant qu'il est proposé de compenser ce déficit par deux autres charges d'urbanisme pour un total de 125.500 € soit :

- PU 27356 pour 89.750 €
- PU 27672 pour 35.750 €

Considérant qu'il est dès lors proposé de revoir le mode de financement du projet comme suit :

- 73,93 % soit 3.664.515,74 € par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;
- 12,90% soit 639.415,96 € par le subside Alliance Habitat, inscrit à l'article 9308/665-52/88 « Subsides en capital de l'AS pour investissements spécifiques » ;
- 13,17% soit 653.090,78 € par des charges d'urbanisme provenant des dossiers de permis d'urbanisme PU 25954 à l'article 9308/560-52 /03 et PU26654, PU26552, PU26651, PU27356, PU 27672 inscrites à l'article 9308/560-52/88 ;

DECIDE :

D'approuver le nouveau mode de financement à hauteur de :

- 73,93 % soit 3.664.515,74 € par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale (BDU) inscrit à l'article des recettes 9308/995-52/88 « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;
- 12,90% soit 639.415,96 € par le subside Alliance Habitat, inscrit à l'article 9308/665-52/88 « Subsides en capital de l'AS pour investissements spécifiques » ;
- 13,17% soit 653.090,78 € par des charges d'urbanisme provenant des dossiers de permis d'urbanisme PU 25954 à l'article 9308/560-52 /03 et PU26654, PU26552, PU26651, PU27356, PU 27672 inscrites à l'article 9308/560-52/88.

**Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie D.1.3
“Betaalbare woningen, Belgradostraat 74” – Nieuwe financieringswijze – Goedkeuring.**

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een duurzaam wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 om het basisdossier van het DWCW aan te nemen waarvan het programma de operatie D.1.3 "Betaalbare woningen (Belgradostraat 74)" en haar financieringswijze, en latere wijzigingen, bevat;

Gelet op de brieven van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Rudi Vervoort, tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 februari 2016 tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en de procedureregels van toepassing op de BGHM, de OVM's, de gemeenten en de OCMW's in verband met de financiering van projecten tot aankoop, onteigening, herstel, afbraak en heropbouw van woningen;

Gelet op de brief van de BGHM gericht aan de Gemeente Vorst op 26 juli 2016, waarin werd meegedeeld dat de raad van bestuur van de BGHM in zijn zitting van 18 juli 2016 goedkeuring heeft verleend aan de subsidieaanvraag Alliantie Wonen van de gemeente Vorst voor een bedrag van 1.119.214,03 euro incl. btw;

Overwegende dat een deel van de subsidie Alliantie Wonen werd gebruikt voor de aankoop van het gebouw en een deel van de studies;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 38, §1, 1° b) "(...) de diensten die het voorwerp van de opdracht uitmaken bevatten ontwerp- of innovatieve oplossingen";

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de raad van 20 september 2022 houdende de goedkeuring:

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek met kenmerk: 2022-CQDW-D.1.3-Werken betreffende de opdracht voor werken "Realisatie van het project 'Belgrado 74' - Renovatie en volledige verbouwing van een kantoorgebouw tot 12 appartementen en een polyvalente zaal";

De opdracht te publiceren op het e-Tendering-platform;

In te stemmen met het geraamde bedrag van 3.326.754,60 € excl. btw + 19% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 3.958.837,97 € excl. btw of 4.250.600,18 € incl. btw (6 en 21%);

Goedkeuring te verlenen aan de elementen die in optie werden geplaatst voor een bedrag van 102.553,60 € excl. btw + 10 % voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. 112.808,96 € excl. btw of 121.699,18 € incl. btw (6 en 21%);

De nodige financiering te voorzien op artikel 9308/722-60/88 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

Deze uitgave te financieren ten belope van:

69,71%, d.w.z. 2.962.968,44 €, door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO), ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds”;

15,04 %, d.w.z. 639.415,96 €, door de subsidie Alliantie Wonen, ingeschreven op artikel 9308/665-52/88 “Subsidies in kapitaal van de hogere overheid voor specifieke investeringen”;

15,25%, d.w.z. 648.215,78 €, door stedenbouwkundige lasten afkomstig van de dossiers betreffende stedenbouwkundige vergunningen PU26654, PU26552, PU26651, PU27872, ingeschreven op artikel 9308/560-52/88;

Gelet op de beslissing van de raad van 4 juli 2023 houdende de goedkeuring:

Goedkeuring te verlenen aan het nieuwe bedrag van de raming, 4.057.964,78 € excl. btw + 13% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een geraamd totaalbedrag van 4.626.079,85 € excl. btw of 4.957.022,48 € incl. btw (6 en 21%);

Goedkeuring te verlenen aan de in optie geplaatste elementen voor een bedrag van 118.762,72 € excl. btw of 127.258,82 € incl. btw (6 en 21%);

De nodige financiering te voorzien op artikel 9308/722-60/88 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2023;

Deze uitgave te financieren ten belope van:

74,02%, d.w.z. 3.669.390,75 €, door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO) ingeschreven op artikel van ontvangsten 9306/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds”;

12,09 %, d.w.z. 639.415,96 €, via de Alliantie Wonen, ingeschreven op artikel 9308/665-52/88 “Subsidies in kapitaal van de hogere overheid voor specifieke investeringen”;

13,08 %, d.w.z. 648.215,78 €, door stedenbouwkundige lasten afkomstig van de dossiers betreffende stedenbouwkundige vergunningen PU26654, PU26552, PU26651, PU27872, ingeschreven op artikel 9308/560-52/88;

Overwegende dat de stedenbouwkundige lasten van de vergunning PU 27872 ten bedrage van 120.625 € niet meer beschikbaar zijn;

Overwegende dat wordt voorgesteld dit tekort te compenseren met twee andere stedenbouwkundige lasten voor een totaal van 125.500 €, d.w.z.:

- PU 27356 voor 89.750 €
- PU 27672 voor 35.750 €

Overwegende dat bijgevolg wordt voorgesteld de financieringswijze van het project als volgt te herzien:

- 73,93 %, d.w.z. 3.664.515,74 €, door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO) ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds”;
- 12,90 %, d.w.z. 639.415,96 €, door de subsidie Alliantie Wonen, ingeschreven op artikel 9308/665-52/88 “Subsidies in kapitaal van de hogere overheid voor specifieke investeringen”;
- 13,17 %, d.w.z. 653.090,78 €, door stedenbouwkundige lasten afkomstig van de dossiers betreffende stedenbouwkundige vergunningen PU25954 op het artikel 9308/560-52 /03 et PU26654, PU26552, PU26651, PU27356, ingeschreven op artikel 9308/560-52/88;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de nieuwe financieringswijze ten bedrage van:

- 73,93 %, d.w.z. 3.664.515,74 €, door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (BSO) ingeschreven op artikel van ontvangsten 9308/995-52/88 “Overboeking op het buitengewone subsidiefonds”;
- 12,90 %, d.w.z. 639.415,96 €, door de subsidie Alliantie Wonen, ingeschreven op artikel 9308/665-52/88 “Subsidies in kapitaal van de hogere overheid voor specifieke investeringen”;
- 13,17 %, d.w.z. 653.090,78 €, door stedenbouwkundige lasten afkomstig van de dossiers betreffende stedenbouwkundige vergunningen PU25954 op het artikel 9308/560-52 /03 en PU26654, PU26552, PU26651, PU27356, ingeschreven op artikel 9308/560-52/88.

5 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne – Opération B.2.2 « équipement d’intérêt collectif » – Marché de travaux – Revu de l’estimation.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 1° ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre d'un Contrat de Quartier Durable sur le périmètre Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Vu la décision du Conseil communal du 24 avril 2018 d'adopter le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne, et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du 5 juillet 2018 du Gouvernement régional d'approuver le programme du CQDW, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 décembre 2022 prolongeant de 6 mois la durée de la phase d'exécution du Contrat de quartier Wiels sur Senne ;

Vu le courrier du 01 décembre 2023 de Rudi Vervoort, Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale, approuvant la prolongation de délais de 6 mois pour la phase exécution pour l'opération B.2.2 : maison des initiatives ;

Vu la décision du conseil du 23 avril 2024 :

De choisir la procédure ouverte comme mode de passation du marché de travaux ;

D'approuver l'avis de marché et le Cahier Spécial des Charges réf. N° 2024-T-CQDW-B.2.2 relatif au marché travaux « Réhabilitation et rénovation lourde de deux bâtiments contigus en équipement d'intérêt collectif » ;

De publier le marché sur la plateforme Bosa ;

D'approuver le montant de l'estimation à 2.305.775,62 € HTVA + 10% pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.536.353,18 € HTVA soit 3.068.987,35 € TVAC (21%) ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de de 312.461,77 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, à savoir 343.707,95 € HTVA soit 415.886,62 € TVAC (21%) ;

De prévoir le crédit nécessaire à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » lors de la modification budgétaire n°1 du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capitale ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Considérant que le marché a été publié en date du 24 avril 2024 sur la plateforme Bosa ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 10 juin 2024 à 12h30 ;

Considérant que 3 offres ont été introduites ;

- P.I.C bv, Leeweg 24, 9270 LAARNE, pour un montant total sans option de 2.064.934,10 € HTVA et un montant total avec option de 2.434.830,84 € HTVA ;
- NV Bouwwerken De Raedt Ivan, Textielstraat 5 - 9240 ZELE pour un montant total sans option de 2.347.970,14 € HTVA et un montant total avec option de 2.699.259,86 € HTVA ;
- Phenicks SRL, Rue tienne Bricout 15/021, 6001 MARCINELLE, pour un montant total sans option de 2.440.335,39 € HTVA et un montant total avec option de 2.744.449,13 € HTVA ;

Considérant que l'analyse des offres n'a pas encore été effectuée ;

Considérant que les offres sont supérieures à l'estimation des bureaux d'étude suite à la conjoncture actuelle (indexation, augmentation des prix de construction, guerre en Ukraine...) ;

Considérant qu'il faut dès lors revoir l'estimation ;

Considérant que le budget disponible après la modification budgétaire n°1 du budget extraordinaire 2024 s'élève à 3.270.000,00 €, montant 100% subsidié par la Région Bruxelles-capitale;

Considérant qu'il est proposé de revoir l'estimation avec options un montant de 2.456.799,40 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.702.479,34 € HTVA soit 3.270.000,00 € TVAC (21%) ;

Considérant qu'il est proposé de mettre des éléments en option pour un montant de 370.000 ,00 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 407.000,00 € HTVA soit 492.470,00 € TVAC (21%) ;

Considérant qu'un budget supplémentaire couvrant la nouvelle estimation a été inscrit lors de la modification budgétaire approuvée en séance du Conseil du 23 avril 2024 ;

Considérant que cette dépense est inscrite à l'article 9308/722-60/88 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2024 ;

Considérant que cette dépense est financée à 100% par un subside de la Région de Bruxelles Capital ;

DECIDE :

D'approuver le nouveau montant de l'estimation avec option qui s'élève à 2.456.799,40 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 2.702.479,34 € HTVA soit 3.270.000,00 € TVAC (21%) ;

D'approuver les éléments mis en option pour un montant de 370.000,00 € HTVA + 10 % pour couvrir les imprévus et révisions de prix, soit un montant total estimé de 407.000,00 € HTVA soit 492.470,00 € TVAC (21%) ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

**Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Wiels aan de Zenne – Operatie B.2.2
“Voorziening van algemeen belang” – Opdracht voor werken – Herziening van de raming.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 € voor de uitvoering van een Duurzaam wijkcontract in de perimeter Wiels aan de Zenne (DWCW);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 24 april 2018 betreffende de goedkeuring van het

basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gewestregering van 5 juli 2018 tot goedkeuring van het programma van het DWCW, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 december 2022 tot verlenging van de duur van de uitvoeringsfase van het wijkcontract Wiels aan de Zenne met 6 maanden;

Gelet op de brief van 1 december 2023 van Rudi Vervoort, Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, tot goedkeuring van de verlenging met 6 maanden voor de uitvoeringsfase van de operatie B.2.2 "InitiatievenHuis";

Gelet op de beslissing van de raad van 23 april 2024 om:

Te kiezen voor de openbare procedure als gunningswijze van de opdracht voor werken;

Goedkeuring te verlenen aan de aankondiging van de opdracht en het bijzonder bestek nr. 2024-T-CQDW-B.2.2 betreffende de opdracht voor werken "Rehabilitatie en grondige renovatie van twee aangrenzende gebouwen tot een gemeenschapsvoorziening";

De opdracht te publiceren op het Bosa-platform;

In te stemmen met het geraamde bedrag van 2.305.775,62 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.536.353,18 € excl. btw of 3.068.987,35 € incl. btw (21%);

Goedkeuring te verlenen aan de elementen die in optie werden geplaatst voor een bedrag van 312.461,77 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. 343.707,95 € excl. btw of 415.886,62 € incl. btw (21%);

Het nodige krediet te voorzien op artikel 9308/722-60/88 "Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering" bij begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren met een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Overwegende dat de aankondiging van de opdracht op 24 april 2024 bekendgemaakt werd op het Bosa-platform;

Overwegende dat de offertes het bestuur uiterlijk op 10 juni 2024 om 12u30 dienden te bereiken;

Overwegende dat er 3 offertes werden ingediend;

- P.I.C. bv, Leeweg 24 in 9270 LAARNE, voor een totaalbedrag zonder optie van 2.064.934,10 € excl. btw en een totaalbedrag met optie van 2.434.830,84 € excl. btw;
- NV Bouwwerken De Raedt Ivan, Textielstraat 5 in 9240 ZELE, voor een totaalbedrag zonder optie van 2.347.970,14 € excl. btw en een totaalbedrag met optie van 2.699.259,86 € excl. btw;
- Phenicks SRL, Rue tienne Bricout 15/021 in 6001 MARCINELLE, voor een totaalbedrag zonder optie van 2.440.335,39 € excl. btw en een totaalbedrag met optie van 2.744.449,13 € excl. btw;

Overwegende dat de offertes nog niet geanalyseerd zijn;

Overwegende dat de offertes hoger zijn dan de raming van de studiebureaus als gevolg van de huidige conjunctuur (indexering, stijging van de bouwprijzen, oorlog in Oekraïne, ...);

Overwegende dat de raming bijgevolg moet worden herzien;

Overwegende dat het beschikbare budget na begrotingswijziging nr. 1 van de buitengewone begroting 2024 3.270.000,00 € bedraagt, 100% gesubsidieerd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat er voorgesteld wordt om de raming met opties te herzien tot een bedrag van 2.456.799,40 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, zijnde een totaalbedrag geraamd op 2.702.479,34 € excl. btw of 3.270.000,00 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat er voorgesteld wordt om elementen in optie te plaatsen voor een bedrag van 370.000,00 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, zijnde een totaalbedrag geraamd op 407.000,00 € excl. btw of 492.470,00 € 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat een extra budget dat de nieuwe raming dekt werd opgenomen bij de begrotingswijziging goedgekeurd in de zitting van de raad van 23 april 2024;

Overwegende dat deze uitgave ingeschreven is op artikel 9308/722-60/88 “Bouwwerken aan gebouwen en monumenten in uitvoering” van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Overwegende dat deze uitgave voor 100% wordt gefinancierd door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het nieuwe bedrag van de raming met optie, zijnde 2.456.799,40 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 2.702.479,34 € excl. btw of 3.270.000,00 € 21% btw inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan de elementen die in optie werden geplaatst voor een bedrag van 370.000,00 € excl. btw + 10% voor onvoorziene kosten en prijsherzieningen, d.w.z. een totaalbedrag geraamd op 407.000,00 € excl. btw of 492.470,00 € 21% btw inbegrepen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

6 **Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Accueil Extrascolaire – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d’informatique pour la Région bruxelloise et l’Administration communale de Forest, basée sur l’article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure

négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de la ACCUEIL EXTRASCOLAIRE 7611/742-54/40

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
12	Smartphone - Nokia C12	919,20 €	IRISNET
TOTAL		919,20 €	
TOTAL + TVA		1.113,00 €	

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 7611/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2024, soit 1.113,00 € ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 mai 2024 :

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme IRISNET ;

D'inscrire la dépense de 1.113,00 € (TVAC) à l'article 7611/742-54/40 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel ;

De financer la dépense à l'article 7611/742-54/40 par un subside.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Buitenschoolse opvang – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij

onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt het PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat het PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan;

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software”;

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2024;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst BUITENSCHOOLSE OPVANG 7611/742-54/40

Hoeveelheid	Titel	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
12	Smartphone - Nokia C12	€ 919,20	IRISNET
TOTAAL		€ 919,20	
TOTAAL incl. btw		€ 1.113,00	

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 7611/742-54/40 van de buitengewone dienst van de begroting 2024, namelijk 1.113,00 €;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 mei 2024:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniematerieel waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma IRISNET;

De uitgave van 1.113 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7611/742-54/40 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van materiaal;

De uitgave op artikel 7611/742-54/40 te financieren door een subsidie.

RECEVEUR - ONTVANGER

Recette - Ontvangsten

7 Finance – Receveur – Approbation du contrat transactionnel entre la Commune de Forest et la société Q2C N.V (Genetec) pour le paiement des factures hors marché public.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code civil belge, notamment les articles 2044 à 2058 ;

Vu sa décision du 15 octobre 2015 relative à l'approbation de l'attribution du marché public « Achat et entretien d'ordinateurs de poche et de périphériques pour le contrôle du stationnement » à la société Q2C N.V (Genetec) ;

Considérant que le présent marché visant à conclure un contrat d'entretien des ordinateurs de poche, des logiciels et du serveur qui permettent leur fonctionnement pour une durée de deux ans renouvelables une fois avec la société Q2C N.V (Genetec) a pris fin le 31 décembre 2019 ;

Considérant que le marché n'a pas été renouvelé et que la commune a continué à faire appel aux services de la société Q2C N.V (Genetec) afin de garantir l'entretien d'ordinateurs de poche et de périphériques pour le contrôle du stationnement ;

Considérant que les factures postérieures au 31/12/2019 date de fin d'exécution, se rapportant à l'entretien d'ordinateurs de poche et de périphériques pour le contrôle du stationnement acquit auprès de la société Q2C N.V (Genetec), doivent être réglées par contrat de transaction ;

Considérant que les parties ont décidé d'y mettre fin de commun accord par voie de transaction en vertu des articles 2044 à 2058 inclus du Code civil belge ;

Considérant qu'afin de régler définitivement les factures hors marché, il a été convenu que les parties fassent des concessions réciproques énumérées dans la convention en annexe

Vu la le courriel de rappel en date du 04/05/2024 de la société Q2C N.V (Genetec) sise Vaardijkstraat 19 à 8200 Bruges du 5.235,63 € relative aux factures impayées (voir tableau en annexe) ;

DECIDE,

Art.1 : D'approuver le contrat de transaction entre la commune de Forest et Q2C N.V (Genetec) sise Vaardijkstraat 19 à 8200 Bruges, afin de payer les factures (voir tableau en annexe) pour un montant de 5.235,63 € effectuées en dehors du cadre d'un marché public ;

D'inscrire la dépense l'article reporté 424/123-13/2020/22 et l'article 424/123-13/22 du service ordinaire des budgets 2024 et de prévoir le crédit lors de la prochaine modification budgétaire ;

Financiën – Ontvanger – Goedkeuring van de dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de firma Q2C nv (Genetec) voor de betaling van facturen buiten overheidsopdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, met name artikels 2044 tot 2058;

Gelet op de beslissing van 15 oktober 2015 met betrekking tot de goedkeuring van de gunning van de overheidsopdracht "Aankoop en onderhoud van zakcomputers en randapparatuur voor parkeercontrole" aan de firma Q2C nv (Genetec);

Overwegende dat de huidige opdracht die beoogt een onderhoudscontract af te sluiten voor zakcomputers, de software en de server die de werking ervan mogelijk maken voor een periode van twee jaar, eenmaal verlengbaar, met de firma Q2C nv (Genetec) afliep op 31 december 2019;

Overwegende dat de opdracht niet werd verlengd en dat de gemeente gebruik is blijven maken van de

diensten van de firma Q2C nv (Genetec) om het onderhoud van zakcomputers en randapparatuur voor parkeercontrole te garanderen;

Overwegende dat de facturen van na 31/12/2019, einddatum van de uitvoering, die betrekking hebben op het onderhoud van zakcomputers en randapparatuur voor parkeercontrole aangekocht via de firma Q2C nv (Genetec), moeten worden vereffend door middel van een dadingsovereenkomst;

Overwegende dat de partijen besloten hebben in onderling overleg hieraan een einde te stellen door middel van een dading krachtens artikels 2044 t.e.m. 2058 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek;

Overwegende dat om de facturen buiten de opdracht definitief te vereffenen, werd overeengekomen dat de partijen wederzijdse toegevingen doen opgesomd in de bijgevoegde overeenkomst;

Gelet op de herinneringsmail van 04/05/2024 van de firma Q2C nv (Genetec), Vaartdijkstraat 19 te 8200 Brugge voor 5.235,63 € met betrekking tot de onbetaalde facturen (zie bijgevoegde tabel);

BESLIST

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan de dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Q2C nv (Genetec), Vaartdijkstraat 19 te 8200 Brugge, voor de betaling van de facturen (zie bijgevoegde tabel) ten bedrage van 5.235,63 € buiten het kader van een overheidsopdracht;

De uitgave in te schrijven op het overgedragen artikel 424/123-13/2020/22 en op artikel 424/123-13/22 van de gewone dienst van de begroting 2024 en het krediet te voorzien bij de volgende begrotingswijziging.

1 annexe / 1 bijlage

8 **Finance – Receveur – Approbation du contrat transactionnel entre la Commune de Forest et la société Atos Worldline pour le paiement des factures hors marché public.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code civil belge, notamment les articles 2044 à 2058 ;

Vu sa décision du 17 octobre 2019 relative à l'approbation de l'attribution du marché public « Fourniture de terminaux de paiement » (2020-F-002) à la société Atos Worldline Belgique ;

Considérant que le présent marché visant à équiper les différents services de la commune de Forest en terminaux de paiement par voie de location (terminaux de paiement fixes, terminaux de paiement mobiles) ou d'achat (lecteurs de carte pour des terminaux de paiement mobiles avec paiement par smartphone) a pris fin le 31 décembre 2023 ;

Considérant que le marché n'a pas encore été renouvelé et que la commune a continué à faire appel aux services de la société Atos Worldline sise chaussée de Haacht 1442 à 1130 Bruxelles afin de garantir aux citoyens un mode de paiement qui est en phase avec toutes les normes de paiements européennes ;

Considérant que les factures se rapportant à des commandes postérieures au 31/12/2023, date de fin d'exécution du marché terminaux de paiement fixes, terminaux de paiement mobiles, doivent être réglées par contrat de transaction ;

Considérant que les parties ont décidé d'y mettre fin de commun accord par voie de transaction en vertu des articles 2044 à 2058 inclus du Code civil belge ;

Considérant qu'afin de régler définitivement les factures hors marché, il a été convenu que les parties fassent des concessions réciproques énumérées dans la convention en annexe

DECIDE,

Art.1 : D'approuver le contrat de transaction entre la commune de Forest et Atos Worldline sise chaussée de Haacht 1442 à 1130 Bruxelles afin de payer les factures (voir tableau en annexe) pour un montant de 6.367,39 € (janvier à mai 2024) + les factures des mois de juin et juillet 2024 effectuées en dehors du cadre d'un marché public, ainsi que les frais d'huissier de justice ;

D'inscrire la dépense aux articles 121/124-06/22 et 844/123-13/19 du service ordinaire des budgets 2024 et de prévoir les crédits à la prochaine modification budgétaire.

Financiën – Ontvanger – Goedkeuring van een dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en de firma Atos Worldline voor de betaling van facturen buiten overheidsopdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Belgisch Burgerlijk Wetboek, met name artikel 2044 tot 2058;

Gelet op de beslissing van 17 oktober 2019 betreffende de goedkeuring van de gunning van de overheidsopdracht "Levering van betaalterminals" (2020-F-002) aan Atos Worldline Belgium;

Overwegende dat de huidige opdracht die verschillende diensten van de gemeente Vorst beoogt uit te rusten met betaalterminals door middel van huur (vaste en mobiele betaalterminals) of aankoop (kaartlezers voor mobiele betaalterminals met betaling via smartphone) op 31 december 2023 afliep;

Overwegende dat de opdracht nog niet verlengd is geweest en dat de gemeente gebruik is blijven maken van de diensten van Atos Worldline, Haachtsesteenweg 1442 in 1130 Brussel, om de burgers een betaalmiddel te garanderen dat aan alle Europese betalingsnormen voldoet;

Overwegende dat de facturen die betrekking hebben op bestellingen na 31 december 2023, de einddatum van de uitvoering van de opdracht voor vaste en mobiele betaalterminals, moeten worden vereffend door middel van een dadingsovereenkomst;

Overwegende dat de partijen besloten hebben in onderling overleg hieraan een einde te stellen door middel van een dading krachtens artikel 2044 tot 2058 van het Belgisch Burgerlijk Wetboek;

Overwegende dat om de facturen buiten de opdracht definitief te vereffenen, werd overeengekomen dat de partijen wederzijdse toegevingen doen opgesomd in de bijgevoegde overeenkomst;

BESLIST

Art. 1: Goedkeuring te verlenen aan de dadingsovereenkomst tussen de gemeente Vorst en Atos Worldline, Haachtsesteenweg 1442 in 1130 Brussel, voor de betaling van de facturen (zie bijgevoegde tabel) ten bedrage van 6.367,39 euro (januari tot mei 2024) + de facturen voor juni en juli 2024 buiten het kader van een overheidsopdracht, evenals de kosten van de gerechtsdeurwaarder;

De uitgave in te schrijven op artikel 121/124-06/22 en artikel 844/123-13/19 van de gewone dienst van de begroting 2024 en de kredieten te voorzien bij de volgende begrotingswijziging.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

- 9 **Centrale d'achats – Marchés publics – Collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché conjoint relatif à la mise à disposition de chèques-repas et chèques-cadeaux pour le personnel communal et du CPAS – Approbation de la convention de collaboration.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 48 ;

Vu sa décision du 21 avril 2020 d'approuver la convention de collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché conjoint relatif à la mise à disposition de chèques-repas et chèques-cadeaux pour le personnel communal et du CPAS pour une durée de 4 ans ;

Vu l'accord de principe du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 mars 2024 qui confirme que le marché pour l'octroi des chèques-repas peut être relancé aux mêmes conditions que celui qui arrive à échéance en octobre 2024, ainsi que la convention avec le CPAS pour le marché commun ;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler ladite convention afin de régler toutes les modalités de collaboration dans le cadre de ce marché conjoint ;

Considérant la convention de collaboration ci-jointe, adaptée par Monsieur Erwin Vanhorenbeeck, attaché au service du personnel, et approuvée par le CPAS ;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-jointe relative à la collaboration entre la Commune et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché conjoint relatif à la mise à disposition de chèques-repas et chèques-cadeaux pour le personnel communal et du CPAS.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Samenwerking tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques en cadeaucheques aan het gemeente- en OCMW-personeel – Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 48;

Gelet op zijn beslissing van 21 april 2020 tot goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques en cadeaucheques aan het gemeente- en OCMW-personeel voor een duur van 4 jaar;

Overwegende het principeakkoord van het College van Burgemeester en Schepen van 7 maart 2024 waarin wordt bevestigd dat de opdracht voor de toekenning van maaltijdcheques opnieuw kan worden uitgeschreven onder dezelfde voorwaarden als de opdracht die in oktober 2024 afloopt, alsook de overeenkomst met het OCMW voor de gezamenlijk opdracht;

Overwegende dat de genoemde overeenkomst moet worden hernieuwd om alle samenwerkingsvoorwaarden in het kader van deze gezamenlijke opdracht vast te leggen;

Overwegende de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst gewijzigd door de heer Erwin Vanhorenbeeck, attaché bij de personeelsdienst, en goedgekeurd door het OCMW;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst betreffende de samenwerking tussen de Gemeente en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques en cadeaucheques aan het gemeente- en OCMW-personeel.

6 annexes / 6 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

10 Propriétés communales – Immeuble sis à Forest, rue Saint-Denis 14 – Location à Audi Brussels SA du bâtiment Z et du parking – Prolongation – Accord.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 24 juin 2014 portant approbation des termes du contrat de location à conclure avec Audi Brussels SA, propriétaire des bâtiments inutilisés, sis à Forest, rue Saint-Denis 14, soit le bâtiment Z offrant 1060 m² de surface de bureau, le bâtiment Y offrant 415 m² de surface de bureau, ainsi que 19 emplacements de parking ; les surfaces de bureau devaient servir à reloger temporairement une partie du personnel de l'hôtel communal pendant les travaux de restauration ;

Vu le contrat de bail que la commune de Forest a signé le 25 juin 2014 pour la location précitée, couvrant la période du 01^{er} mars 2014 au 28 février 2019 ;

Considérant que depuis le 01^{er} mars 2019, des « Accords Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 » permettent la prolongation de l'occupation des locaux d'année en année ;

Considérant que la sixième prolongation se termine en date du 30 juin 2024 ;

Considérant que la commune a demandé à SA Audi Brussels, une nouvelle prolongation de cette location jusque fin 2024 sachant que certains services communaux ne pourront pas intégrer l'hôtel communal avant la fin de cette année ;

Vu le septième « Accord Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 », proposée par la SA Audi

Brussels ; cet accord prévoit notamment :

- la prolongation du contrat initial pour une nouvelle période de 6 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- d'exclure l'occupation du bâtiment Y pour des raisons de sécurité et de se limiter au bâtiment Z et au parking ;
- de maintenir le loyer à 7.588,83 € par mois, soit 45.532,98 € pour le terme du contrat ;

Considérant que les biens loués sont pourvus par le propriétaire de compteurs propres pour les consommations d'électricité, de gaz et d'eau ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir avec le loyer une provision pour la quote-part communale du précompte immobilier, ainsi que les consommations en eau, gaz et électricité ;

Vu le projet de l'« Accord Modificatif 7 au Contrat de bail du 25 juin 2014 » pour la nouvelle prolongation de 6 mois (01.07 au 31.12.2024), joint au dossier ;

Considérant que le loyer est payable chaque mois, au plus tard le 5^{ème} jour du mois ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. d'approuver les termes du septième « Accord Modificatif au Contrat de bail du 25 juin 2014 », joint au dossier, à conclure avec Audi Brussels SA, propriétaire des bâtiments actuellement occupés par la commune, sis à Forest, rue Saint-Denis 14, soit le bâtiment Z offrant 1060 m² de surface de bureau, ainsi que 19 emplacements de parking ; les surfaces de bureau continueront à servir à reloger une partie du personnel de l'hôtel communal pendant ses travaux de restauration ;

2. d'accepter que le bail prolongé pour la septième fois porte sur la période du 01 juillet au 31 décembre 2024, moyennant un loyer mensuel de 7.588,83 €, soit 45.532,98 € pour le terme du contrat, hors charges ;

3. de charger la Bourgmestre ou son délégué, assistée de la Secrétaire Communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de cet « Accord Modificatif 7 au Contrat de bail du 25 juin 2014 » (1^{er} juillet au 31 décembre 2024);

4. d'inscrire les dépenses relatives aux consommations propres d'électricité, de gaz, d'eau et de téléphonie aux articles 104/125-12/21, 104/125-13/21, 104/125-15/21 et 104/123-11/21 du service ordinaire 2024 ;

5. d'inscrire les dépenses relatives aux loyers et au précompte immobilier à l'article 104/126-01/21 du service ordinaire 2024.

Gemeente-eigendommen – Gebouw gelegen te Vorst, Sint-Denijsstraat 14 – Huren van Audi Brussels nv van gebouw Z en parking – Verlenging – Akkoord.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 24 juni 2014 houdende goedkeuring van de bepalingen van de huurovereenkomst die gesloten moet worden met Audi Brussels nv, eigenaar van ongebruikte gebouwen, gelegen te Vorst, Sint-Denijsstraat 14, namelijk het gebouw Z met een kantooroppervlakte van 1060 m², het gebouw Y met een kantooroppervlakte van 415 m², evenals 19 parkeerplaatsen; de kantooroppervlakten moesten dienen om er een gedeelte van het personeel van het gemeentehuis gedurende de restauratiewerken tijdelijk in onder te brengen;

Gelet op de huurovereenkomst die de Gemeente Vorst voor de hiervoor vermelde huur, die de periode van 01 maart 2014 tot en met 28 februari 2019 dekt, op 25 juni 2014 ondertekend heeft;

Overwegende dat “Wijzigende Akkoorden van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014” het vanaf 01 maart 2019 mogelijk maakten om het gebruik van de lokalen jaar per jaar te verlengen;

Overwegende dat de zesde verlenging eindigt op 30 juni 2024;

Overwegende dat de gemeente de nv Audi Brussels heeft gevraagd om deze huurovereenkomst nogmaals te verlengen tot eind 2024, wetende dat bepaalde gemeentediensten niet voor het einde van dit jaar hun intrek kunnen nemen in het gemeentehuis;

Gelet op het zevende “Wijzigend Akkoord van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014”, voorgesteld door de nv Audi Brussels; dit akkoord voorziet o.a.:

- een verlenging van het oorspronkelijke contract voor een periode van 6 maanden, zijnde tot 31 december 2024;
- het gebruik van gebouw Y om veiligheidsredenen uit te sluiten en zich te beperken tot gebouw Z en de parking;
- de huur te houden op 7.588,83 € per maand, zijnde 45.532,98 € voor de duur van de overeenkomst;

Overwegende dat de gehuurde goederen door de eigenaar voorzien werden van eigen meters voor het verbruik van elektriciteit, gas en water;

Overwegende dat het aangewezen is om met de huur een voorschot voor het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing, evenals het verbruik van elektriciteit, gas en water, te voorzien;

Gelet op het bij het dossier gevoegde ontwerp van “Wijzigend Akkoord van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014” voor de nieuwe verlenging met 6 maanden (01.07 tot 31.12.2024);

Overwegende dat de huur maandelijks, uiterlijk op de 5de dag van de maand, betaald moet worden;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

1. De bepalingen van het zevende, bij het dossier gevoegde “Wijzigend Akkoord van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014”, dat gesloten moet worden met de nv Audi Brussels, eigenaar van de gebouwen, gelegen te Vorst, Sint-Denijsstraat 14, namelijk het gebouw Z dat 1060 m² kantooroppervlakte biedt, evenals 19 parkeerplaatsen, goed te keuren; de kantoren zullen verder worden aangewend voor het tijdelijk onderbrengen van een deel van het personeel van het gemeentehuis tijdens de restauratiewerken;
2. Te aanvaarden dat de voor de zevende maal verlengde huurovereenkomst betrekking heeft op de periode van 01 juli t.e.m. 31 december 2024, mits een maandelijks huur van 7.588,83 €, zijnde 45.532,98 € voor de duur van de overeenkomst, exclusief lasten;
3. De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de Gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van dit “Wijzigend Akkoord 7 van de Huurovereenkomst van 25 juni 2014” (1 juli tot 31 december 2024);
4. De uitgaven met betrekking tot het eigen verbruik van elektriciteit, gas, water en telefonie in te schrijven op de artikelen 104/125-12/21, 104/125-13/21, 104/125-15/21 en 104/123-11/21 van de

gewone dienst 2024;

5. De uitgaven met betrekking tot de huurgelden en de onroerende voorheffing in te schrijven op artikel 104/126-01/21 van de gewone dienst 2024.

2 annexes / 2 bijlagen

11 **Propriétés communales - Asbl communale « Forest, centre culturel » - Solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2023 - Comptes de l'année 2022 - Prise d'acte.**

LE CONSEIL,

Vu la convention entre la commune de Forest et l'asbl communale « Forest, centre culturel », approuvée par décision du conseil communal en sa séance du 24 juin 2008, devenue exécutoire suivant lettre datée du 14 août 2008 du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale, et signée en date du 25 août 2008 ; en son article IV, cette convention prévoit que le versement du solde des subsides de fonctionnement et de personnel se fera, e.a. sur présentation des comptes et bilan de l'année précédente ;

Vu la demande de l'asbl communale « Forest, centre culturel » sollicitant, via sa déclaration de créance du 28 novembre 2022, la liquidation par la commune du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2023 ; que cette déclaration était accompagnée de justificatifs, dont les comptes de l'année 2022 et le rapport du réviseur (Groupe Audit Belgium) au Conseil d'administration (voir documents joints au dossier);

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

en vue de la liquidation du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2023 à l'asbl communale « Forest, centre culturel », de prendre acte de ses comptes annuels pour l'année 2022 (voir documents joints au dossier), tels que approuvés par son assemblée générale.

Gemeente-eigendommen - Gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel" - Saldo van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2023 - Rekeningen van het jaar 2022 - Aktename.

DE RAAD,

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel", aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 24 juni 2008, uitvoerbaar verklaard bij brief d.d. 14 augustus 2008 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en ondertekend op 25 augustus 2008; in haar artikel IV voorziet deze overeenkomst dat de overschrijving van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies o.a. gebeurt na voorlegging van de rekeningen en balans van het voorgaande jaar;

Gelet op de aan de gemeente, door de gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel" gerichte vraag, waarbij zij d.m.v. haar schuldverklaring d.d. 28 november 2022, om de uitbetaling van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2023 verzoekt; dat deze verklaring gestaafd werd door documenten (gevoegd bij het dossier), waaronder de rekeningen van het jaar 2022 en het verslag van de revisor (Groupe Audit Belgium) aan de raad van bestuur;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op het toekennen en aanwenden van bepaalde toelagen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

met het oog op de uitbetaling van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2023 aan de gemeentelijke vzw "Forest, centre culturel", akte te nemen van haar jaarrekeningen 2022 (gevoegd bij het dossier), zoals die aangenomen werden door haar algemene vergadering.

1 annexe / 1 bijlage

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

12 Personnel – Déclaration de la vacance de l'emploi de Secrétaire communal.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la décision du Conseil communal du 20 décembre 2002 adoptant le statut pécuniaire et ses modifications ;

Vu l'article 25 §1er de la Nouvelle loi communale qui stipule que « *Le secrétaire est nommé par le conseil communal aux conditions fixées conformément à l'art. 145 ou désigné dans un mandat conformément à l'art. 69* » et précise que « *La nomination a lieu dans les six mois de la vacance de l'emploi* » ;

Vu l'article 25 §1bis de la Nouvelle Loi communale: "*Le conseil communal peut nommer un secrétaire hors cadre six mois avant la date prévisible de la vacance de l'emploi. Le secrétaire nommé hors cadre prend la fonction de secrétaire le jour de la cessation des fonctions du secrétaire sortant. Dans l'intervalle, il l'assiste dans ses missions*";

Vu l'article 149 de la Nouvelle Loi communale, qui réitère que conseil communal nomme le secrétaire communal ;

Vu le cadre du personnel administratif et technique approuvé le 8 février 2022 par le Conseil communal ;

Vu la décision du Conseil communal du 18 juin 2024 d'admettre la titulaire actuelle de l'emploi de Secrétaire communale à la retraite à partir du 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu de déclarer la vacance de cet emploi (à tems plein), prévu au cadre administratif et technique, à partir du 1^{er} janvier 2025 ;

DECIDE,

De déclarer vacant l'emploi de Secrétaire communale à partir du 1^{er} janvier 2025 ;

Motif : départ à la pension de la titulaire actuelle.

Personeel – Vacantverklaring van het ambt van de Gemeentesecretaris.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 20 december 2002 waarin het geldelijk statuut en zijn wijzigingen werden aangenomen;

Gelet op artikel 25 §1 van de Nieuwe Gemeentewet, dat als volgt luidt : “ *De secretaris wordt door de gemeenteraad benoemd, met inachtneming van de voorwaarden bepaald overeenkomstig artikel 145 [of aangewezen in een mandaat overeenkomstig artikel 69] en specificeert dat “De benoeming geschiedt binnen zes maanden na het openvallen van de betrekking”*”;

Gelet op artikel 25 §1bis van de Nieuwe Gemeentewet, dat als volgt luidt: “ *De gemeenteraad kan een secretaris buiten kader benoemen zes maanden vóór de voorzienbare datum waarop de betrekking vacant zal worden. De buiten kader benoemde secretaris treedt in functie op de dag van de beëindiging van het ambt van de aftredende secretaris. In de tussentijd staat hij laatstgenoemde bij in zijn ambt*”;

Gelet op artikel 149 van de Nieuwe Gemeentewet, dat herhaalt dat de Gemeenteraad de Gemeentesecretaris benoemt;

Gelet op het administratief en technisch personeelskader goedgekeurd door de Gemeenteraad op 8 februari 2022;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 18 juni 2024 betreffende de pensionering van de huidige titularis van het ambt van Gemeentesecretaris vanaf 1 januari 2025;

Overwegende dat het aangewezen is dit ambt (voltijds), waarin het administratief en technische personeelskader voorziet, met ingang van 1 januari 2025 vacant te verklaren;

BESLIST,

Het ambt van Gemeentesecretaris, voorzien in het administratief en technisch personeelskader, vacant te verklaren met ingang van 1 januari 2025;

Motief: pensionering van de huidige titularis.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

- 13 **Mobilité - Marchés Publics - Achat des vélos remorques (à destination du service propreté et de la bibliothèque francophone) - Approbation de l'attribution pour MOB-2024-F-001 - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège

des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché d'achat de vélos remorques ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 mai 2024 d'attribuer le marché «MOB-2024-F-001 - Achat de vélos remorques (à destination du service propreté et de la bibliothèque francophone)», à l'entreprise avec la seule offre (sur base du meilleur rapport qualité-prix), à savoir BILMO SRL, 102 Rue de Birmingham à 1070 Bruxelles pour un montant s'élevant à 25.527,00 € hors TVA ou 30.887,67 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 410/743-51/-/85 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé pour un montant de 25.000,00 € par la subvention "Mobilité durable, Volet D 'Cyclologistique communale'", dont la recette est inscrit à l'article 410/665-52/-/85 et sur fonds propres à hauteur de 5.887,67 € ;

DECIDE,

De prendre connaissance des décisions suivantes du Collège des bourgmestres et échevins :

- 1 . Décision du Collège des bourgmestre et échevins du 23 mai 2024 d'attribuer le marché «MOB-2024-F-001 - Achat de vélos remorques (à destination du service propreté et de la bibliothèque francophone)», à l'entreprise avec la seule offre (sur base du meilleur rapport qualité-prix), à savoir BILMO SRL, 102 Rue de Birmingham à 1070 Bruxelles pour un montant s'élevant à 25.527,00 € hors TVA ou 30.887,67 €, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 410/743-51/-/85 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé pour un montant de 25.000,00 € par la subvention "Mobilité durable, Volet D 'Cyclologistique communale'", dont la recette est inscrit à l'article 410/665-52/-/85 et sur fonds propres à hauteur de 5.887,67 € ;

Mobiliteit - Overheidsopdrachten - Aankoop van cargofietsen (voor de dienst Netheid en de Franstalige bibliotheek) - Goedkeuring van de gunning voor MOB-2024-F-001 - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een overheidsopdracht afgesloten moet worden voor de aankoop van cargofietsen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 mei 2024 om de opdracht “MOB-2024-F-001 - Aankoop van cargofietsen (voor de dienst Netheid en de Franstalige bibliotheek)” te gunnen aan de onderneming met de enige offerte (op basis van de beste prijs-kwaliteitverhouding), namelijk BILMO (srl), Birminghamstraat 102 in 1070 Brussel, voor een bedrag van 25.527,00 euro excl. btw of 30.887,67 euro incl. 21% btw en ingeschreven op artikel 410/743-51/-/85 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 en gefinancierd voor een bedrag van 25.000,00 euro door de subsidie “Duurzame mobiliteit, deel D ‘Gemeentelijke fietslogistiek’”, waarvan de ontvangst geboekt is op artikel 410/665-52/-/85 en uit eigen middelen voor een bedrag van 5.887,67 euro;

BESLIST,

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen:

1. Beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 mei 2024 om de opdracht “MOB-2024-F-001 - Aankoop van cargofietsen (voor de dienst Netheid en de Franstalige bibliotheek)” te gunnen aan de onderneming met de enige offerte (op basis van de beste prijs-kwaliteitverhouding), namelijk BILMO (srl), Birminghamstraat 102 in 1070 Brussel, voor een bedrag van 25.527,00 euro excl. btw of 30.887,67 euro incl. 21% btw en ingeschreven op artikel 410/743-51/-/85 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 en gefinancierd voor een bedrag van 25.000,00 euro door de subsidie “Duurzame mobiliteit, deel D ‘Gemeentelijke fietslogistiek’”, waarvan de ontvangst geboekt is op artikel 410/665-52/-/85 en uit eigen middelen voor een bedrag van 5.887,67 euro.

5 annexes / 5 bijlagen

Subsides - Subsidies

- 14 **Subsides – Fédération Wallonie Bruxelles – Plan d’investissement exceptionnel – Troisième appel à projet – Rénovation des bâtiments scolaires forestois – Dépôt d’une candidature pour le Bâtiment 210 avenue des Sept Bonniers.**

LE CONSEIL,

Vu le décret adopté par le Parlement de la Communauté française le 26 avril 2023, relatif au plan d’investissement exceptionnel, ayant pour objectif la rénovation ou la reconstruction de bâtiments scolaires de l’enseignement obligatoire et de la promotion sociale, tous les réseaux confondus ;

Considérant que ce plan d’investissement vise à améliorer l’isolation des bâtiments mais également à remédier à la vétusté du bâti scolaire existant, à adapter les espaces par rapports aux besoins des utilisateurs, à répondre aux enjeux du numérique et de l’inclusion, à développer la mutualisation des

espaces mais aussi à encourager la collaboration infrastructurelle inter-pouvoirs organisateurs ou inter-réseaux ainsi que la création d'infrastructures adaptées au déploiement du tronc commun ;

Considérant que le plan d'investissement s'articule autour de 3 principaux appels à projets;

Vu la circulaire n° 8938 du 5 juin 2023, précisant le cadre du premier appel à projet pour un montant d'investissement de 300 millions d'euros ;

Vu la délibération du conseil communal en sa séance du 17 octobre 2023 décidant :

- D'approuver le principe de rénovation globale du bâtiment 210 avenue des sept Bonniers dans le cadre du premier appel du plan d'investissement exceptionnel;
- D'introduire une candidature, afin de solliciter une subvention de maximum 70% du montant estimé des travaux;
- D'approuver la sollicitation du Fond de Garantie des bâtiments scolaires pour le financement du solde ;
- De respecter les engagements liés aux conditions d'éligibilité de la candidature tant en matière de bâtiment que de possibilités d'occupation de l'infrastructure.

Considérant que la candidature n'a pas été retenue lors du 1er appel à projet ;

Vu la circulaire n° 9213 du 29 mars 2024, précisant le cadre du 3ème appel à projet pour un montant d'investissement de 200 millions d'euros ;

Considérant qu'il y a lieu de réintroduire la candidature dans le cadre du 3eme appel à projet :

Considérant que dans le cadre de la candidature, le pouvoir organisateur, à savoir la Commune, s'engage à respecter les conditions d'éligibilité suivantes :

1. Déposer un descriptif des travaux
2. Viser un bâtiment scolaire
3. Respect des normes physiques et financières
4. Améliorer la performance énergétique du bâtiment en impactant au moins 35% ou 65% des surfaces de parois de déperdition thermique
5. S'engager à évaluer l'impact sur l'environnement du bâtiment sur base de l'outil Totem
6. S'engager à tenir une comptabilité énergétique
7. S'engager à offrir un cadre infrastructurel pour la mise en place du tronc commun
8. S'engager à réaliser un audit accessibilité et à réaliser des travaux en vue de disposer d'un bâtiment scolaire adapté aux personnes à mobilité réduite et à l'enseignement inclusif
9. S'engager à enlever toutes les applications d'amiante
10. S'engager à déposer un quick audit de réemploi
11. S'engager à ne pas augmenter la surface minéralisée et à favoriser la verdurisation et la végétalisation des espaces ;

Considérant que dans ce cadre le Pouvoir Organisateur doit également s'engager à

1. S'inscrire dans une démarche de mutualisation d'espace, à savoir l'augmentation de l'occupation du bâtiment en temps et en personnes, de façon régulière/répétée et en dehors des périodes scolaires de l'enseignement (les activités mises en place dans le cadre de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ne sont pas valorisables), apporter la preuve de cette réflexion ou, le cas échéant une justification de sa non mise en œuvre ;
2. S'inscrire dans une démarche de collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs et, apporter la preuve de cette réflexion ou, le cas échéant, une justification *in concreto* de sa non mise en œuvre ;

3. Réaliser des travaux permettant de disposer d'un bâtiment répondant aux exigences de connectivité ;

DECIDE :

D'approuver le principe de rénovation globale du bâtiment 210 avenue des sept Bonniers dans le cadre du troisième appel du plan d'investissement exceptionnel ;

De réintroduire une candidature, afin de solliciter une subvention de maximum 70% du montant estimé des travaux ;

D'approuver la sollicitation du Fond de Garantie des bâtiments scolaires pour le financement du solde ;

De respecter les engagements liés aux conditions d'éligibilité de la candidature tant en matière de bâtiment que de possibilités d'occupations de l'infrastructure.

Subsidies – Federatie Wallonië-Brussel – Uitzonderlijk investeringsplan – Derde projectoproep – Renovatie van de Vorstse schoolgebouwen – Indiening van een kandidatuur voor het gebouw Zevenbunderslaan 210.

DE RAAD,

Gelet op het decreet aangenomen door het Parlement van de Franse Gemeenschap op 26 april 2023, betreffende het uitzonderlijk investeringsplan met als doel de renovatie of de wederopbouw van schoolgebouwen voor verplicht onderwijs en sociale promotie, uit de verschillende netten;

Overwegende dat dit investeringsplan tot doel heeft de isolatie van de gebouwen te verbeteren, maar ook de veroudering van de bestaande schoolgebouwen tegen te gaan, de ruimten aan te passen aan de behoeften van de gebruikers, in te spelen op de uitdagingen van de digitale technologie en inclusie, het delen van ruimten te bevorderen, maar ook de samenwerking op het vlak van infrastructuur tussen inrichtende machten of tussen netwerken aan te moedigen, evenals de creatie van infrastructuren die aangepast zijn aan de ontplooiing van de gemeenschappelijke kern;

Overwegende dat het investeringsplan draait rond 3 belangrijke projectoproepen;

Gelet op omzendbrief nr. 8938 van 5 juni 2023, die het kader van de eerste projectoproep voor een investeringsbedrag van 300 miljoen euro specificceert;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 oktober 2023 waarbij werd beslist:

- Het principe goed te keuren van de globale renovatie van het gebouw Zevenbunderslaan 210 in het kader van de eerste oproep van het buitengewone investeringsplan;
- Een aanvraag in te dienen voor een subsidie tot 70% van de geraamde kosten van de werkzaamheden;
- De aanvraag bij het Waarborgfonds van de schoolgebouwen voor de financiering van het saldo goed te keuren;
- De verplichtingen na te komen die verbonden zijn aan de subsidieerbaarheidsvoorwaarden van de aanvraag, zowel wat betreft het gebouw als de gebruiksmogelijkheden van de infrastructuur.

Overwegende dat de kandidatuur niet werd aanvaard bij de eerste projectoproep;

Gelet op omzendbrief nr. 9213 van 29 maart 2024, die het kader van de derde projectoproep voor een investeringsbedrag van 200 miljoen euro specificceert;

Overwegende dat de kandidatuur opnieuw moet worden ingediend in het kader van de derde projectoproep;

Overwegende dat de inrichtende macht, d.w.z. de gemeente, zich er in het kader van de aanvraag toe verbindt de volgende subsidievoorwaarden na te leven:

1. Een beschrijving van de werkzaamheden indienen;
2. Gericht zijn op een schoolgebouw;
3. Voldoen aan de fysieke en financiële normen;
4. De energieprestaties van het gebouw verbeteren door minstens 35% of 65% van de warmteverliesgevende muroppervlakken aan te pakken;
5. De milieu-impact van het gebouw beoordelen met behulp van de tool Totem;
6. Een energieboekhouding bijhouden;
7. Een infrastructureel kader bieden voor de uitwerking van de gemeenschappelijke kern;
8. Een toegankelijkheidsaudit uitvoeren en werkzaamheden verrichten om een schoolgebouw te realiseren dat aangepast is aan mensen met beperkte mobiliteit en inclusief onderwijs;
9. Alle asbesttoepassingen verwijderen;
10. Een snelle audit voor hergebruik indienen;
11. Het verharde oppervlak niet vergroten en de vergroening en beplanting van de ruimten bevorderen;

Overwegende dat de inrichtende macht zich er in dit kader ook toe moet verbinden om:

1. mee te ijveren voor het delen van ruimten, d.w.z. het gebruik van het gebouw te intensifiëren op het vlak van tijd en personen, op regelmatige/herhaalde basis en buiten de lesperiodes van het onderwijs (de activiteiten in het kader van de coördinatie van de kinderopvang tijdens hun vrije tijd en ter ondersteuning van buitenschoolse kinderopvang komen niet in aanmerking), het bewijs te leveren van deze denkoefening of, in voorkomend geval, een concrete verklaring te geven voor de niet-implementering;
2. zich aan te sluiten bij samenwerking tussen netwerken of inrichtende machten op het vlak van infrastructuur en het bewijs van die denkoefening te leveren of, in voorkomend geval, een concrete verklaring te geven voor de niet-implementering;
3. werkzaamheden uit te voeren om over een gebouw te beschikken dat voldoet aan de connectiviteitsvereisten;

BESLIST,

Het principe goed te keuren van de globale renovatie van het gebouw Zevenbunderslaan 210 in het kader van de derde oproep van het buitengewone investeringsplan;

Een nieuwe aanvraag in te dienen voor een subsidie tot 70% van de geraamde kosten van de werkzaamheden;

De aanvraag bij het Waarborgfonds van de schoolgebouwen voor de financiering van het saldo goed te keuren;

De verplichtingen na te komen die verbonden zijn aan de subsidievoorwaarden van de

15 **Subsides – Fédération Wallonie Bruxelles – Plan d’investissement exceptionnel – Rénovation des bâtiments scolaires forestois – Troisième appel à candidature – Dépôt de candidature pour le Bâtiment 57 avenue Zaman.**

LE CONSEIL,

Vu le décret adopté par le Parlement de la Communauté française le 26 avril 2023, relatif au plan d’investissement exceptionnel, ayant pour objectif la rénovation ou la reconstruction de bâtiments scolaires de l’enseignement obligatoire et de la promotion sociale, tous les réseaux confondus ;
Considérant que ce plan d’investissement vise à améliorer l’isolation des bâtiments mais également à remédier à la vétusté du bâti scolaire existant, à adapter les espaces par rapports aux besoins des utilisateurs, à répondre aux enjeux du numérique et de l’inclusion, à développer la mutualisation des espaces mais aussi à encourager la collaboration infrastructurelle inter-pouvoirs organisateurs ou inter-réseaux ainsi que la création d’infrastructures adaptées au déploiement du tronc commun ;

Considérant que le plan d’investissement s’articule autour de 3 principaux appels à projets ;
Vu la circulaire n° 8938 du 5 juin 2023, précisant le cadre du premier appel à projet pour un montant d’investissement de 300 millions d’euro ;

Vu la délibération du conseil communal en sa séance du 17 octobre 2023 décidant:

- D’approuver le principe des travaux de second œuvre pour le projet de rénovation globale du bâtiment 57 avenue Zaman dans le cadre du premier appel du plan d’investissement exceptionnel;
- D’introduire une candidature, afin de solliciter une subvention de maximum 70% du montant estimé des travaux;
- D’approuver la sollicitation du Fond de Garantie des bâtiments scolaires pour le financement du solde ;
- De respecter les engagements liés aux conditions d’éligibilité de la candidature tant en matière de bâtiment que de possibilités d’occupation de l’infrastructure.

Considérant que la candidature n’a pas été retenue lors du 1er appel à projet ;

Vu la circulaire n° 9213 du 29 mars 2024, précisant le cadre du 3ème appel à projet pour un montant d’investissement de 200 millions d’euro ;

Considérant qu’il y a lieu de réintroduire la candidature dans le cadre du 3ème appel à projet ;
Considérant que dans le cadre de la candidature, le pouvoir organisateur, à savoir la Commune, s’engage à respecter les conditions d’éligibilité suivantes :

Déposer un descriptif des travaux

Viser un bâtiment scolaire

Respect des normes physiques et financières

Améliorer la performance énergétique du bâtiment en impactant au moins 35% ou 65% des surfaces de parois de déperdition thermique

S’engager à évaluer l’impact sur l’environnement du bâtiment sur base de l’outil Totem

S’engager à tenir une comptabilité énergétique

S’engager à réaliser un audit accessibilité et à réaliser des travaux en vue de disposer d’un bâtiment scolaire adapté aux personnes à mobilité réduite et à l’enseignement inclusif

S’engager à enlever toutes les applications d’amiante

S’engager à ne pas augmenter la surface minéralisée et à favoriser la verdurisation et la végétalisation des espaces ;

Considérant que dans ce cadre le Pouvoir Organisateur doit également s’engager à :

S’inscrire dans une démarche de mutualisation d’espace, à savoir l’augmentation de

l’occupation du bâtiment en temps et en personnes, de façon régulière/répétée et en dehors des périodes scolaires de l’enseignement (les activités mises en place dans le cadre de la coordination

de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ne sont pas valorisable), apporter la preuve de cette réflexion ou, le cas échéant une justification de sa non mise en œuvre ;

S'inscrire dans une démarche de collaboration infrastructurelle inter réseaux ou inter pouvoirs organisateurs et, apporter la preuve de cette réflexion ou, le cas échéant, une justification *in concreto* de sa non mise en œuvre ;

Réaliser des travaux permettant de disposer d'un bâtiment répondant aux exigences de connectivité ;

DECIDE :

De réintroduire une candidature, afin de solliciter une subvention de maximum 70% du montant estimé des travaux;

D'approuver la sollicitation du Fond de Garantie des bâtiments scolaires pour le financement du solde ;

De respecter les engagements liés aux conditions d'éligibilité de la candidature tant en matière de bâtiment que de possibilités d'occupation de l'infrastructure.

Subsidies – Federatie Wallonië-Brussel – Uitzonderlijk investeringsplan – Renovatie van de Vorstse schoolgebouwen – Derde projectoproep – Indiening van de kandidatuur voor het gebouw Zamanlaan 57.

DE RAAD,

Gelet op het decreet aangenomen door het Parlement van de Franse Gemeenschap op 26 april 2023, betreffende het uitzonderlijk investeringsplan met als doel de renovatie of de wederopbouw van schoolgebouwen voor verplicht onderwijs en sociale promotie, uit de verschillende netten; Overwegende dat dit investeringsplan tot doel heeft de isolatie van de gebouwen te verbeteren, maar ook de veroudering van de bestaande schoolgebouwen tegen te gaan, de ruimten aan te passen aan de behoeften van de gebruikers, in te spelen op de uitdagingen van de digitale technologie en inclusie, het delen van ruimten te bevorderen, maar ook de samenwerking op het vlak van infrastructuur tussen inrichtende machten of tussen netwerken aan te moedigen, evenals de creatie van infrastructuren die aangepast zijn aan de ontplooiing van de gemeenschappelijke kern;

Overwegende dat het investeringsplan draait rond 3 belangrijke projectoproepen;

Gelet op omzendbrief nr. 8938 van 5 juni 2023, die het kader van de eerste projectoproep voor een investeringsbedrag van 300 miljoen euro specificiert;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 17 oktober 2023 waarbij werd beslist:

- Het principe goed te keuren van de afbouwwerkzaamheden voor de globale renovatie van het gebouw Zamanlaan 57 in het kader van de eerste oproep van het buitengewone investeringsplan;
- Een aanvraag in te dienen voor een subsidie tot 70% van de geraamde kosten van de werkzaamheden;
- De aanvraag bij het Waarborgfonds van de schoolgebouwen voor de financiering van het saldo goed te keuren;
- De verplichtingen na te komen die verbonden zijn aan de subsidieerbaarheidsvoorwaarden van de aanvraag, zowel wat betreft het gebouw als de gebruiksmogelijkheden van de infrastructuur.

Overwegende dat de kandidatuur niet werd aanvaard tijdens de eerste projectoproep;

Gelet op omzendbrief nr. 9213 van 29 maart 2024, die het kader van de derde projectoproep voor een investeringsbedrag van 200 miljoen euro specificiert;

Overwegende dat de kandidatuur opnieuw moet worden ingediend in het kader van de derde projectoproep;

Overwegende dat de inrichtende macht, d.w.z. de gemeente, zich er in het kader van de aanvraag toe verbindt de volgende subsidieerbaarheidsvoorwaarden na te leven:

Een beschrijving van de werkzaamheden indienen;
Gericht zijn op een schoolgebouw;
Voldoen aan de fysieke en financiële normen;
De energieprestaties van het gebouw verbeteren door minstens 35% of 65% van de warmteverliesgevende muuroppervlakken aan te pakken;
De milieu-impact van het gebouw beoordelen met behulp van de tool Totem;
Een energieboekhouding bijhouden;
Een toegankelijkheidsaudit uitvoeren en werkzaamheden verrichten om een schoolgebouw te realiseren dat aangepast is aan mensen met beperkte mobiliteit en inclusief onderwijs;
Alle asbesttoepassingen verwijderen;
Het verharde oppervlak niet vergroten en de vergroening en beplanting van de ruimten bevorderen;

Overwegende dat de inrichtende macht zich er in dit kader ook toe moet verbinden om:
mee te ijveren voor het delen van ruimten, d.w.z. het gebruik van het gebouw te intensifiëren op het vlak van tijd en personen, op regelmatige/herhaalde basis en buiten de lesperiodes van het onderwijs (de activiteiten in het kader van de coördinatie van de kinderopvang tijdens hun vrije tijd en ter ondersteuning van buitenschoolse kinderopvang komen niet in aanmerking), het bewijs te leveren van deze denkoefening of, in voorkomend geval, een concrete verklaring te geven voor de niet-implementering;
zich aan te sluiten bij samenwerking tussen netwerken of inrichtende machten op het vlak van infrastructuur en het bewijs van die denkoefening te leveren of, in voorkomend geval, een concrete verklaring te geven voor de niet-implementering;
Werkzaamheden uit te voeren om over een gebouw te beschikken dat voldoet aan de connectiviteitsvereisten;

BESLIST,

Een aanvraag in te dienen voor een subsidie tot 70% van de geraamde kosten van de werkzaamheden;
De aanvraag bij het Waarborgfonds van de schoolgebouwen voor de financiering van het saldo goed te keuren;
De verplichtingen na te komen die verbonden zijn aan de subsidieerbaarheidsvoorwaarden van de aanvraag, zowel wat betreft het gebouw als de gebruiksmogelijkheden van de infrastructuur.

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

16 Marchés publics - MP-2024-T-013 - Interventions lourdes sur le terrain naturel (rugby) - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment

l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'un terrain de rugby en gazon naturel nécessite des interventions bien spécifiques pour une meilleure tenue dans le temps et également une excellente performance pour le jeu ; qu'il est donc important d'adopter une stratégie poussée d'entretien ;

Considérant que cet entretien nécessite un savoir-faire ainsi qu'un matériel professionnel et spécial adéquat, et ce, afin d'améliorer les conditions de sécurité et de jeu ;

Considérant que cette intervention sera réalisée par une firme spécialisée dans le domaine des entretiens des terrains de sports en gazon naturel, afin de garantir un meilleur résultat ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 6 juin 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-T-013 - Interventions lourdes sur le terrain naturel (rugby)», pour un montant estimé € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 6 juin 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-T-013 - Interventions lourdes sur le terrain naturel (rugby)», pour un montant estimé € 37.190,08 hors TVA ou € 45.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financée par un emprunt.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-013 – Zware interventies aan het natuurlijk terrein (rugby) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat een rugbyveld in natuurgras een zeer specifiek onderhoud vergt zodat het langer meegaat en uitstekend speelbaar zou zijn; dat het daarom belangrijk is om een geavanceerde onderhoudsstrategie te volgen;

Overwegende dat voor dit onderhoud zowel knowhow als geschikte professionele en speciale uitrusting vereist is om de veiligheid en de speelomstandigheden te verbeteren;

Overwegende dat deze interventie wordt uitgevoerd door een firma die gespecialiseerd is in het onderhoud van natuurgrassportvelden, om de beste resultaten te garanderen;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 37.190,08 € excl. btw of € 45.000,00, 21% btw inbegrepen, bedraagt;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juni 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-T-013 – Zware interventies aan het natuurlijk terrein (rugby)”, voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 € 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 juni 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-T-013 - Zware interventies het natuurlijk terrein (rugby)”, voor een geraamd bedrag van 37.190,08 € excl. btw of 45.000,00 € 21% btw inbegrepen en ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 en gefinancierd door een lening.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

17 **Instruction publique – Convention relative à la reprise du centre psycho-medico-social (CPMS) de la Commune de Forest par la Communauté française – Avenant – Accord.**

LE CONSEIL,

Vu la convention ci-jointe en date du 29 juin 1999 relative à la reprise du centre psycho-médico-social (CPMS) de la Commune de Forest par la Communauté française ;

Vu l'article 1er renseignant l'adresse du CPMS, à savoir Avenue Van Volxem 176, 1190 Forest ;

Considérant la nécessité de pouvoir installer le service de Promotion de la Santé à l'Ecole (PSE) dans ces locaux afin de garantir la poursuite de son fonctionnement ;

Considérant l'accord entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest pour accueillir temporairement le CPMS au 3ème étage de l'immeuble situé Avenue Général Dumonceau 56, 1190

Forest ;

Vu l'accord du 13 décembre 2023 de la part du Comité de direction de Wallonie-Bruxelles Enseignement, responsable de l'organisation du CPMS à Forest, par rapport au déménagement du centre ;

Vu la Nouvelle loi communale ;

DÉCIDE :

De marquer son accord sur l'avenant à la convention du 29 juin 1999 relative à la reprise du centre psycho-médico-social (CPMS) de la Commune de Forest par la Communauté française, notamment concernant l'adresse prévue à l'article 1er, et ce à partir du 20 février 2024.

Openbaar onderwijs – Overeenkomst met betrekking tot de overname van het Franstalig psycho-medisch-sociaal centrum (CPMS) van de Gemeente Vorst door de Franse Gemeenschap – Addendum – Akkoord.

DE RAAD,

Gelet op de bijgesloten overeenkomst dd 29 juni 1999 met betrekking tot de overname van het Franstalige psycho-medisch-sociaal centrum (CPMS) van de Gemeente Vorst door de Franse Gemeenschap;

Gelet op de vermelding in artikel 1 van het adres van het CPMS, met name Van Volxemlaan 176, 1190 Vorst;

Overwegende de noodzaak om de Franstalige gemeentelijke dienst Gezondheidszorg (PSE) onder te brengen in deze lokalen teneinde de voortzetting van deze werking te kunnen garanderen;

Overwegende de overeenkomst tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst om het CPMS tijdelijk te huisvesten op de 3^{de} verdieping van het gebouw gelegen op de Generaal Dumonceaulaan 56, 1190 Vorst;

Overwegende het akkoord per mail dd 13 december 2023 van het Directiecomité van Wallonie-Bruxelles Enseignement, verantwoordelijk voor de organisatie van het CPMS in Vorst, betreffende de verhuizing van het centrum;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST,

Akkoord te gaan met het bijgesloten addendum bij de overeenkomst dd 29 juni 1999 met betrekking tot de overname van het Franstalige psycho-medisch-sociaal centrum (CPMS) van de Gemeente Vorst door de Franse Gemeenschap, meer bepaald betreffende het adres in artikel 1, vanaf 20 februari 2024.

2 annexes / 2 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

18 Travaux publics - Sensibilisation à la propreté publique - Règlement relatif au Concours Les

plus belles façades forestoises 2024 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'approbation du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la stratégie « clean Brussels » en date du 10 novembre 2022 ;

Considérant que dans le cadre de cette stratégie, le service propreté organise régulièrement des activités de sensibilisation visant à améliorer la propreté et la perception de la propreté tout en favorisant la participation citoyenne sur le territoire forestois ;

Considérant que les façades non entretenues participent au sentiment d'insécurité et influence les actes de malpropreté ;

Considérant la campagne « Seuils de porte » précédemment organisée par le service Propreté publique visant à confectionner des couronnes de porte avec les forestois lors d'événements communaux ;

Considérant qu'un concours permettrait d'encourager l'embellissement des façades et des espaces visibles depuis la voie publique et de mettre en valeur notre Commune;

Considérant que le service propreté publique souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire communal ;

Considérant la possibilité d'organiser un concours « Les plus belles façades forestoises 2024 » du 10 août au 10 septembre 2024;

Considérant que le concours comporte trois catégories de façade, à savoir :

- Catégorie 1 « Appartements – balcons et terrasses » ;
- Catégorie 2 « Maisons unifamiliales » ;
- Catégorie 3 « Commerces et restaurants ».

Considérant les critères d'appréciations retenus sont les suivants :

- L'aspect esthétique général ;
- La présence de plantes et/ou fleurs ;
- Les décorations ajoutées telles que couronne de porte et autres attributs de saison ;
- La propreté du trottoir ;
- L'entretien de la porte et des châssis.

Considérant qu'il est nécessaire de fixer un cadre avec un règlement spécifique pour ce concours ;

Considérant que les participants devront compléter un bulletin d'inscription sur base du règlement spécifique à ce concours ;

Considérant que les candidatures seront analysées par un jury de sélection composé de trois membres du service Propreté publique ainsi que des citoyens présents lors de la journée de la propreté le 22 septembre 2024 ;

Considérant que chaque membre du jury aura la possibilité d'attribuer un vote par critère d'appréciation pour chaque catégorie de façade ;

Considérant la volonté de récompenser les gagnants du concours avec des goodies existant au service propreté publique ainsi que des lots sponsorisés par des commerçants forestois et fournisseurs désignés par la commune ;

Considérant que le service propreté lancera également un appel et fournisseurs désignés par la commune pour sponsoriser l'événement en offrant des lots afin de récompenser les gagnants du concours ;

DECIDE :

D'adopter le règlement ci-joint relatif au concours « Les plus belles façades forestoises 2024 » ;

De charger le service Propreté publique de l'exécution de celui-ci ;

De charger le service Propreté publique de contacter des sociétés en vue d'un partenariat pour les cadeaux à remettre aux lauréats.

Gebouwen - Sensibilisering openbare netheid – Reglement betreffende de wedstrijd “De mooiste gevels in Vorst 2024” – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de goedkeuring van de strategie "clean.brussels" door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op 10 november 2022;

Overwegende dat de dienst Netheid in het kader van deze strategie regelmatig sensibiliseringsactiviteiten organiseert om de netheid en de perceptie van netheid te verbeteren en tegelijkertijd de burgerparticipatie in Vorst te bevorderen;

Overwegende dat niet-onderhouden gevels het onveiligheidsgevoel versterken en een invloed hebben op de vervuiling;

Overwegende de campagne "Deurdrempels" die eerder werd georganiseerd door de cel Openbare Netheid en die tot doel had om samen met de inwoners van Vorst deurkransen te maken tijdens gemeentelijke evenementen;

Overwegende dat een wedstrijd het mogelijk zou maken om de verfraaiing van gevels en ruimten die zichtbaar zijn vanaf de openbare weg aan te moedigen en om onze gemeente in de kijker te zetten;

Overwegende dat de dienst Openbare Netheid initiatieven wil aanmoedigen die bijdragen tot de verbetering van de levenskwaliteit van de inwoners van de gemeente;

Overwegende de mogelijkheid om een wedstrijd "De mooiste gevels in Vorst 2024" te organiseren van 10 augustus tot 10 september 2024;

Overwegende dat de wedstrijd drie gevelcategorieën omvat, namelijk:

- Categorie 1 "Appartementen – balkons en terrassen";
- Categorie 2 "Eengezinswoningen";
- Categorie 3 "Handelszaken en restaurants".

Overwegende dat de geselecteerde beoordelingscriteria de volgende zijn:

- Het algemeen esthetisch uitzicht;
- De aanwezigheid van planten en/of bloemen;
- Toegevoegde decoraties zoals deurkransen en andere seizoensgebonden attributen;
- De netheid van het trottoir;
- Het onderhoud van de deur en de ramen.

Overwegende dat het noodzakelijk is om een kader met een specifiek reglement voor deze wedstrijd

vast te leggen;

Overwegende dat de deelnemers een deelnameformulier moeten invullen op basis van het specifieke reglement voor deze wedstrijd;

Overwegende dat de inzendingen zullen worden beoordeeld door een selectiejury bestaande uit drie personeelsleden van de dienst Openbare Netheid en burgers die aanwezig zijn op de Dag van de Netheid op 22 september 2024;

Overwegende dat elk jurylid één stem kan uitbrengen per beoordelingscriterium voor elke gevelcategorie;

Overwegende dat de winnaars van de wedstrijd zullen worden beloond met goodies van de dienst Openbare Netheid en prijzen gesponsord door Vorstse handelaars en leveranciers die door de gemeente worden aangesteld;

Overwegende dat de dienst Netheid ook een oproep zal doen en leveranciers door de gemeente worden aangesteld om het evenement te sponsoren door prijzen aan te bieden om de winnaars van de wedstrijd te belonen;

BESLIST,

Het bijgevoegde reglement met betrekking tot de wedstrijd "De mooiste gevels in Vorst 2024" aan te nemen;

De dienst Openbare Netheid te gelasten het reglement uit te voeren;

De dienst Openbare Netheid te gelasten contact op te nemen met firma's met het oog op een samenwerking voor de uit te reiken prijzen aan de winnaars.

2 annexes / 2 bijlagen

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

19 Bibliothèque néerlandophone - Règlement d'emprunt commun des bibliothèques néerlandophones dans la région bruxelloise - Modification - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'approbation par le Conseil, le 9 septembre 2022, de l'accord de coopération entre la Commission communautaire flamande (VGC), toutes les communes bruxelloises et vzw Muntpunt concernant l'introduction d'un règlement commun de prêt dans la toutes les bibliothèques communales néerlandophones, et ce à partir du 1er septembre 2023 ;

Vu que la VGC a approuvé, ce 30 mai 2024, trois modifications dans ce règlement, dont la nouvelle version serait à appliquer à partir du 5 septembre 2024 ;

Considérant que les modifications proposées prennent en compte la réalité du terrain dans plusieurs bibliothèques et n'impactent pas le fonctionnement de la bibliothèque néerlandophone ni les services rendus aux citoyens ;

DÉCIDE :

D'approuver le règlement commun des bibliothèques communales néerlandophones à Bruxelles, comme modifié en annexe ;

De marquer son accord que la bibliothèque néerlandophone applique ce nouveau règlement à partir du 5 septembre 2024.

Nederlandstalige bibliotheek - Gemeenschappelijk uitleenreglement van de Nederlandstalige Brusselse bibliotheken - Wijziging - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de goedkeuring door de Gemeenteraad, op 9 september 2022, van de samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), alle Brusselse gemeenten en vzw Muntpunt voor het invoeren van een gemeenschappelijk uitleenreglement voor alle Nederlandstalige gemeentebibliotheken, vanaf 1 september 2023;

Gelet op het feit dat de VGC op 30 mei 2024 drie wijzigingen heeft goedgekeurd in dit uitleenreglement, en deze nieuwe versie wil invoeren vanaf 5 september 2024;

Overwegende dat de voorgestelde wijzigingen rekening houden met de werking in verschillende bibliotheken en geen impact hebben op de werking van de bibliotheek of haar dienstverlening aan de burgers

BESLIST,

Het gemeenschappelijk uitleenreglement voor de Brusselse Nederlandstalige gemeentebibliotheken, zoals gewijzigd als bijlage, goed te keuren;

Akkoord te gaan dat de Nederlandstalige bibliotheek dit nieuwe reglement invoert vanaf 5 september 2024.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

20 [Interpellation relative à l'application des lois linguistiques en région bilingue de Bruxelles-Capitale \(à la demande de Monsieur Van Vlasselaer, conseiller communal\) \(Complémentaire\)](#)

Madame la Secrétaire communale,

Vous vous souviendrez que j'ai interpellé Madame la Bourgmestre et le collège à propos du respect du statut bilingue de la commune de Forest, des communes et de la Région de Bruxelles-Capitale lors du conseil communal du 23 mai 2023.

Il me revient que de nouveaux courriers ont été adressés aux habitants de notre commune par l'un et l'autre service régional flamand uniquement en langue néerlandaise... en violation des lois linguistiques, notamment des art. 18 et 35.

Dès lors, vous comprendrez que je me m'adresse à l'administration communale afin de pouvoir consulter les courriers qui ont été échangés précédemment entre Forest et les autorités flamandes concernées!

Je souhaiterais que cette consultation soit possible avant le prochain conseil communal afin de pouvoir éventuellement intervenir devant ce dernier dans les délais prévus par son règlement d'ordre intérieur.

Je vous remercie de votre attention

Van Vlasselaer

Interpellatie over de toepassing van de taalwetten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad (op vraag van de heer Van Vlasselaer, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de Gemeentesecretaris,

U zult zich herinneren dat ik de Burgemeester en het College op de gemeenteraad van 23 mei 2023 heb geïnterpelleerd over de naleving van het tweetalig statuut van de gemeente Vorst, de Brusselse gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het is mij ter ore gekomen dat er opnieuw eentalige brieven in het Nederlands zijn verstuurd naar inwoners van onze gemeente door een Vlaamse overheidsdienst ... in strijd met de taalwetten, met name artikel 18 en 35.

U zult dan ook begrijpen dat ik contact opneem met het gemeentebestuur om de brieven te kunnen raadplegen die eerder werden uitgewisseld tussen Vorst en de betrokken Vlaamse overheidsinstantie!

Ik zou deze documenten graag kunnen raadplegen vóór de volgende gemeenteraad, zodat ik het daar kan bespreken binnen de in het huishoudelijk reglement vastgelegde termijnen.

Ik dank u voor uw aandacht.

Van Vlasselaer

1 annexe / 1 bijlage

21 Question orale relative à un safe space sportif (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale) (Complémentaire)

Madame la bourgmestre, Monsieur l'échevin des sports et Madame l'échevine de la Cohésion sociale,

Vous le savez, l'occupation des équipements sportifs gratuitement mis à disposition par les communes sont très inégalement utilisés par les hommes et les femmes. Si l'on ajoute à cela la crainte que certaines femmes peuvent ressentir au moment d'aller faire leur jogging au parc au petit matin ou au soir tombé (encore une agression au parc Duden la semaine prochaine), il en résulte que la pratique du sport "gratuit" est beaucoup moins accessible aux femmes qu'aux hommes. Il s'agit d'une discrimination de genre de plus, qui vient s'ajouter à toutes les autres déjà subies par les femmes.

Nombreuses sont les femmes qui souhaiteraient exercer une pratique sportive gratuitement et en toute sécurité, protégées des éventuelles agressions et dans un espace qui leur soit éventuellement dédié.

Pouvez-vous me dire si cette réflexion, relative à un safe space sportif pour les femmes a été abordée par la commune? Si oui, quelles conclusions ont été tirées et quelles pistes concrètes ont été développées? Si non, seriez-vous disposé.e.s à entamer une réflexion de ce type et mettre en œuvre une politique inclusive qui garantirait aux femmes une pratique

sportive égalitaire?

Merci pour vos réponses,

Stéphanie Koplowicz

Mondelinge vraag over een safe space om te sporten (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Mevrouw de burgemeester, mijnheer de schepen van Sport en mevrouw de schepen van Sociale Cohesie,

Zoals u weet is er bij mannen en vrouwen een grote ongelijkheid in gebruik van sportfaciliteiten die gratis door de gemeenten ter beschikking worden gesteld. Als we daarbij de angst voegen die sommige vrouwen voelen wanneer ze 's ochtends vroeg of bij valavond gaan joggen in het park (vorige week was er nog een geval van agressie in het Dudenpark), blijkt 'gratis' sport veel minder toegankelijk voor vrouwen dan voor mannen. Daarnaast is dit een vorm van genderdiscriminatie, bovenop alle andere vormen van discriminatie die vrouwen ervaren.

Er zijn veel vrouwen die graag gratis en in alle veiligheid zouden willen sporten, beschermd tegen mogelijke agressie en in een ruimte die speciaal voor hen zou zijn.

Kunt u mij vertellen of de gemeente heeft nagedacht over een safe space voor vrouwen om te sporten? Zo ja, welke conclusies zijn er getrokken en welke concrete mogelijkheden zijn er uitgewerkt? Zo nee, bent u bereid hierover na te denken en een inclusief beleid te voeren dat vrouwen gelijke kansen om te sporten garandeert?

Dank voor uw antwoorden.

Stéphanie Koplowicz

1 annexe / 1 bijlage

22 Interpellation relative aux mesures mises en œuvre pour garantir la sécurité des habitants et du personnel des logements sociaux forestois (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)

Madame la Bourgmestre,

Comme il est hélas de plus en plus fréquemment évoqué dans cette enceinte, l'insécurité n'est pas un simple sentiment. Elle se manifeste de plus en plus dans une série de communes de la Région bruxelloise, où la criminalité organisée se livre à une concurrence acharnée pour conquérir des territoires destinés à la vente de stupéfiants et les soumettre à la loi des gangs.

Dans une série de communes, notamment à Forest, nous en avons parlé lors du dernier conseil, plus personne ne semble en mesure de maîtriser des explosions de violence auxquelles nous assistons avec impuissance.

Une économie informelle du "deal" se développe, et on manque de moyens pour lutter efficacement contre cette délinquance.

Les fusillades et les agressions font une très mauvaise publicité à notre Région et à Forest en particulier. Nous ne pouvons pas accepter la « marseillisation » et les zones de non-droit qui

l'accompagneront si nous ne prenons pas des dispositions et ne posons pas d'actes significatifs. Si mes chiffres sont exacts, il manque 200 policiers dans la Zone de Police « Midi ». Le gouvernement fédéral porte une lourde responsabilité dans la situation à laquelle nous sommes confrontés.

Il arrive que ce déchaînement de violence se projette parfois jusque dans nos logements sociaux, notamment au sein de la SISP « Foyer du Sud », et plus particulièrement à Forest. C'est avec la peur au ventre que des habitants et du personnel de cette SISP y vivent ou viennent y travaillent. Et on les comprend de ne pas accepter de voir leur hall d'immeuble ou leur cadre de vie se transformer en un lieu de vente de stupéfiants. Ils veulent pouvoir aller au travail, à l'école, faire des courses, se promener... sans avoir peur de prendre une balle perdue ou un coup de couteau.

Aujourd'hui, la situation est tellement critique que d'une part des candidats à un logement social refusent d'occuper le logement qui leur est proposé et d'autre part des habitants de ces logements veulent partir. La peur, cette arme redoutable utilisée par la criminalité organisée, fait son chemin. C'est inacceptable.

Le Foyer du Sud fait le point hebdomadairement sur les logements qui sont affectés par cette hausse de violence. Que peut-il faire d'autre que faire un point ? Il n'a pas vocation à faire la police. C'est plutôt le rôle de la zone et des bourgmestres concernés.

Voici donc mes questions :

- Assistez-vous directement, ou envoyez-vous un(e) représentant(e), aux réunions organisées par le « Foyer du Sud » relatives à la sécurité dans et autour des logements du Foyer du Sud ?
- Des dispositions sont-elles prises pour assurer de manière pérenne la sécurité des habitants et du personnel du « Foyer du Sud » situé sur le territoire forestois ? Si oui, lesquelles ?
- Plus globalement, comment évaluez-vous la collaboration entre les bourgmestres des communes voisines de Forest pour lutter contre le trafic de stupéfiants au niveau des logements sociaux ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Interpellatie over de genomen maatregelen om de veiligheid van de bewoners en het personeel van sociale woningen in Vorst te garanderen(op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Geachte mevrouw de Burgemeester,

Zoals helaas steeds vaker in deze assemblee wordt gezegd, is onveiligheid niet alleen een gevoel. Het wordt steeds duidelijker in bepaalde Brusselse gemeenten, waar de georganiseerde misdaad een hevige concurrentiestrijd voert om zones voor de verkoop van drugs te veroveren en te onderwerpen aan de bendewetten.

In een aantal gemeenten, met name Vorst - zoals we op de laatste gemeenteraad hebben besproken - lijkt niemand nog in staat om de uitbarstingen van geweld waarop we machteloos toekijken, onder controle te krijgen.

Er ontstaat een informele 'dealers'-economie en de middelen ontbreken om deze criminaliteit

effectief te bestrijden.

De schietpartijen en gevallen van agressie zijn zeer slechte reclame voor ons Gewest en Vorst in het bijzonder. We kunnen de "marseillisering" en het ontstaan van no-go zones niet aanvaarden als we geen maatregelen nemen of duidelijke actie ondernemen.

Als mijn cijfers kloppen, is er een tekort van 200 politieagenten in politiezone Zuid. De federale regering draagt een zware verantwoordelijkheid voor de situatie waarmee we geconfronteerd worden.

Soms druppelt het geweld zelfs door tot in onze sociale woningen, met name in de OVM Zuiderhaard, en meer in het bijzonder in Vorst. Bewoners en personeel van deze OVM worden echt bang. En het is begrijpelijk dat ze niet willen dat hun inkomhal of leefomgeving een plek wordt waar drugs worden verkocht. Ze willen naar hun werk of school kunnen gaan, boodschappen doen, wandelen ... zonder bang te hoeven zijn dat ze een messteek krijgen of geraakt worden door een verdwaalde kogel.

Vandaag is de situatie zo kritiek dat sommige aanvragers van een sociale woning de aangeboden flat weigeren en dat sommige bewoners willen vertrekken. Angst, het geduchte wapen van de georganiseerde misdaad, wint terrein. Dat is onaanvaardbaar.

De Zuiderhaard brengt wekelijks verslag uit over de woningen die getroffen worden door dit toenemende geweld. Wat kunnen zij doen behalve de balans opmaken? Het is niet hun taak om politie te spelen. Dat is de rol van de politiezone en de betrokken burgemeesters.

Mijn vragen:

- Gaat u of een vertegenwoordiger naar de vergaderingen van de Zuiderhaard over de veiligheid in en rond de woningen van de Zuiderhaard?
- Zijn er maatregelen genomen om de veiligheid van de bewoners en het personeel van de Zuiderhaard in Vorst op lange termijn te garanderen? Zo ja, welke?
- Meer in het algemeen, hoe beoordeelt u de samenwerking tussen de burgemeesters van de buurgemeenten van Vorst in de strijd tegen de drugshandel in sociale wijken?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

1 annexe / 1 bijlage

23 **Interpellation concernant l'accessibilité des services communaux par téléphone (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale) (Complémentaire)**

Mi-juin, une dame fait appel à moi, presque en désespoir de cause, parce qu'elle ne parvient pas à joindre le service urbanisme. Elle fait état d'appels téléphoniques répétés sur plusieurs jours, en vain.

J'ai voulu faire l'expérience à mon tour et je forme, l'un après l'autre, les numéros d'appels de chaque service mentionné sur le site de la commune pour entendre le même message : « la personne à l'extension ne souhaite pas être dérangée ».

Je conseille donc à cette dame d'envoyer un mail à M. l'Échevin, Alain Mugabo, et mon mail

en copie, et de faire état aussi du message d'accueil pour le moins peu engageant de ses services.

Je dois saluer la réactivité de M. l'Échevin dans la réponse donnée et l'attention qu'il a porté à la remarque sur la qualité de l'accueil au citoyen.

J'ai en effet retenté l'expérience le 26 juin dans l'après-midi et si une extension ne répondait pas, le message d'accueil était bien plus positif puisqu'il proposait de laisser un message pour être rappelé et par ailleurs plusieurs numéros ont répondu après quelques sonneries (je ne les ai pas tous réessayés).

Je n'ai pas fait l'exercice du test de la qualité de l'accueil téléphonique pour les autres services de la commune.

D'où ma question : est-ce que chaque membre de ce Collège pourra s'assurer que les services dont il a la charge donnent au citoyen qui s'adresse à la commune par téléphone l'accueil que ce dernier est en droit de recevoir en termes de temps d'attente et de politesse élémentaire dans un message de répondeur ?

Je vous remercie de vos réponses.

Interpellatie over de telefonische bereikbaarheid van de gemeentediensten (op vraag van Mevrouw Goldberg, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Half juni belde een bijna wanhopige vrouw me omdat ze de dienst Stedenbouw niet kon bereiken. Ze meldt dat ze op verschillende dagen herhaaldelijk heeft gebeld, zonder resultaat.

Ik wilde dit zelf ervaren en belde een voor een de telefoonnummers van elke dienst die op de gemeentelijke website vermeld stond, maar kreeg steeds dezelfde boodschap te horen: "de persoon aan dit toestel wenst niet gestoord te worden".

Ik raad deze dame dan ook aan een e-mail te sturen naar mijnheer de Schepen, Alain Mugabo, met mij in kopie, en ook de welkomstboodschap van deze niet zo klantvriendelijke diensten te vermelden.

Ik ben verheugd over de snelle reactie van mijnheer de Schepen en de aandacht die hij aan de opmerking over de kwaliteit van het onthaal van de burgers heeft besteed.

Ik heb het immers nogmaals geprobeerd op 26 juni in de namiddag en hoewel er van op één toestel geen antwoord kwam, was de welkomstboodschap veel positiever, omdat er werd voorgesteld een bericht achter te laten om later te worden teruggebeld. Op verschillende nummers werd er geantwoord na een paar keer overgaan (ik heb ze niet allemaal opnieuw geprobeerd).

Ik heb de kwaliteit van het telefonisch onthaal niet getest voor de andere gemeentediensten.

Vandaar mijn vraag: kan elk lid van dit College ervoor zorgen dat de diensten waarvoor zij verantwoordelijk zijn, de burgers die telefonisch contact opnemen met de gemeente, het onthaal geven waarop zij recht hebben wat betreft wachttijd en elementaire beleefdheid in een antwoordapparaatbericht?

Bedankt voor uw antwoorden.

1 annexe / 1 bijlage

Loewenstein, conseiller communal). (Complémentaire)

Lors de la réunion du Conseil communal des 8 juillet 2022 et 26 septembre 2023, je relayais les préoccupations légitimes des habitants de l'avenue Jupiter et plus particulièrement de ceux vivant dans les immeubles à appartements situés à côté du Match. Il s'agissait alors de problèmes importants et récurrents de salubrité et de sécurité.

Entretemps, la bourgmestre et l'échevine des travaux ont été à la rencontre des habitants et l'une ou l'autre action a été entreprise.

Pour rappel, une liste des mesures à prendre avait alors été établie et ces mesures devaient être réalisées à court, moyen ou long termes, et ce, en fonction des moyens budgétaires disponibles, précaution d'usage tantôt justifiée, tantôt permettant de justifier une inaction.

Dire que rien n'a été fait serait malhonnête. Néanmoins, ces habitants continuent à se mobiliser et à s'inquiéter pour l'avenir de leur tronçon situé à proximité de la station de métro Albert.

Pour rappel, voici les mesures qui ont été dressées.

- A court terme en fonction des budgets existants :
 - Réparation et ajout des spots temporaires STIB par SIBELGA sur le toit du Match
 - Placement urgent des 3 poteaux d'éclairage SIBELGA retirés le long du Match avant le démarrage du chantier STIB
 - Réparation des dalles cassées du 191 jusqu'à Timmermans
 - Prévoir des dropzones pour les trottinettes et un parking motos pour les étudiants
 - Finalisation de la dalle Albert telle que prévu et budgété dans le Contrat de quartier Albert (permis délivré en 2016 mais travaux retardés par le chantier STIB)
 - Nettoyage des graffitis sur les propriétés privées, la crèche et le mur tunnel STIB
 - Installer 2 dispositifs ralentisseur de vitesse dans ce tronçon de l'av. Jupiter
 - Sécuriser le passage piétons devant l'INRACI (bollard contre parking sauvage)
 - Sécuriser les trottoirs envahis par les camionnettes (verbalisation / dispositif physique)
 - Placement d'une caméra sur la portion du Match (au niveau du mur aveugle pour décourager les agressions et dépôts clandestins)
 - Passages de la police en semaine et en soirée
 - Autoriser la construction de logements au-dessus du Match pour assurer un meilleur contrôle social et proposer une occupation de l'espace public prévu dans les charges d'urbanisme qui réponde aux besoins du quartier

- Supprimer le parking en épi dans le permis Koramic en prévision d'un futur réaménagement de l'avenue quand les budgets seront là
- A moyen et long termes si des budgets se dégagent
 - Proposer une végétalisation des murs aveugles pour mettre fin aux tags
 - Réaménagement de la rue dans la continuité de la nouvelle dalle Albert
 - Nouveaux trottoirs
 - Fin du stationnement en épi sur toute la rue
 - Aménagements cyclables
 - Ajout d'éléments végétaux (arbres, bacs à plantations...)

J'ai cité ici les mesures que vous ont soumises les habitants. Je suis bien conscient que l'une ou l'autre se confrontent à d'autres positionnements, notamment sur le projet Koramic. Il n'en demeure pas moins qu'un suivi et des réponses concrètes sont attendues. Pourriez-vous dès lors m'indiquer quel suivi a été réalisé pour chacune de ces mesures ?

Enfin, j'aimerais savoir si la commune a pris contact avec Urban pour lancer dans cette rue un projet « security by design ». Plus largement, est-ce que le Collège a ce réflexe pour ses projets de réaménagements ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Interpellatie over de veiligheid en de hygiëne in de Jupiterlaan (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid). (Aanvullend)

Tijdens de gemeenteraadsvergadering van 8 juli 2022 en 26 september 2023 heb ik de legitieme zorgen van de bewoners van de Jupiterlaan, en meer in het bijzonder van de bewoners van de flatgebouwen naast de Match, aangekaart. Het ging toen om aanzienlijk en steeds terugkerende salubriteits- en veiligheidsproblemen.

In de tussentijd hebben de burgemeester en de schepenen van Werken overlegd met de bewoners en zijn enkele acties ondernomen.

Ter herinnering: er is destijds een lijst met te nemen maatregelen opgesteld en die zouden op korte, middellange of lange termijn worden uitgevoerd, afhankelijk van de beschikbare budgetten - een voorzorgsmaatregel die soms gerechtvaardigd is en soms wordt gebruikt om een gebrek aan actie te rechtvaardigen.

Zeggen dat er niets is gedaan, zou oneerlijk zijn. Toch blijven deze bewoners naar buiten komen met hun bekommernis over de toekomst van hun stuk weg in de buurt van metrostation Albert.

Ter herinnering: deze maatregelen werden genoteerd:

- Op korte termijn, afhankelijk van de bestaande budgetten:

- Herstelling en toevoeging van tijdelijke MIVB-spots door SIBELGA op het dak van de Match
- Dringende vervanging van de 3 verlichtingspalen door SIBELGA die voor de start van de MIVB-werf langs de Match werden verwijderd
- Herstelling van de kapotte straatstenen van nr. 191 tot aan de Timmermansstraat
- Dropzones voor steps en een parking voor bromfietsen voor de studenten
- Voltooiing van de Albert-dalle zoals gepland en begroot in het wijkcontract Albert (vergunning toegekend in 2016, maar werkzaamheden vertraagd door de MIVB-werf)
- Verwijdering van graffiti op privé-eigendommen, het kinderdagverblijf en de muur van de MIVB-tunnel
- Twee snelheidsvertragers plaatsen op dit stuk van de Jupiterlaan
- De voetgangersoversteekplaats voor INRACI veiliger maken (paaltje tegen wildparkeren)
- Trottoirs waar vaak bestelwagens stilstaan, veiliger maken (verbalisering/fysieke inrichting)
- Plaatsing van een camera op het stuk aan de Match (ter hoogte van de blinde muur, om agressie en sluikstorten te ontmoedigen)
- Politiepatrouilles tijdens de week en 's avonds
- De bouw van woningen boven de Match toestaan om een betere sociale controle te garanderen en een gebruik van de openbare ruimte voorstellen dat voorzien is in de stedenbouwkundige lasten en beantwoordt aan de behoeften van de wijk
- De visgraatparking in de Koramic-vergunning schrappen in afwachting van een toekomstige heraanleg van de laan als er budget is
- Op middellange en lange termijn als er budgetten vrijkomen
 - Voorstellen om de blinde muren te vergroenen om een einde te maken aan tags
 - Herinrichting van de straat in het verlengde van de nieuwe Albert-dalle
 - Nieuwe trottoirs
 - Geen visgraatparkeren meer langs de hele straat
 - Aanleg fietsinfrastructuur
 - Meer groen (bomen, plantenbakken, ...)

Ik heb hier de maatregelen genoemd die de bewoners aan u hebben voorgelegd. Ik ben me ervan bewust dat sommige voorstellen indruisen tegen andere standpunten, meer bepaald over het Koramic-project. Feit blijft dat we concrete antwoorden en opvolging verwachten. Kunt u mij dus zeggen welk gevolg er aan elk van deze maatregelen is gegeven?

Tot slot zou ik graag willen weten of de gemeente contact heeft opgenomen met Urban over het

opstarten van een "security by design"-project in deze straat. Heeft het College meer in het algemeen deze reflex voor zijn herinrichtingsprojecten?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

1 annexe / 1 bijlage